

EN CAS DE VICTOIRE DE WADE AU SECOND TOUR

Ces têtes qui vont tomber

- Souleymane Ndéné Ndiaye, Pape Diop et Adama Sall, les premiers "agneaux" du sacrifice
- DG de sociétés, PCA et hauts fonctionnaires dans le collimateur



P.2

 PRÉSIDENTIELLE 2012

CHEIKH TIDIANE GADIO

"Il est difficile pour Wade de gagner, même miraculeusement" PP.6,7

► "Certains responsables du Mplc ont été reçus au Palais"



PROGRAMMES DES CANDIDATS

Dans la surenchère des promesses sociales P.8

CONSÉQUENCES

DE LA CORRUPTION AU SÉNÉGAL

384 milliards de pertes et 61 mille nouveaux pauvres par an P.3

COUP D'ÉTAT AU MALI

À Dakar, des Maliens entre joie et dépit P.10



EN CAS DE VICTOIRE AU SECOND TOUR DU CANDIDAT DES FALS

Ces têtes que Me Wade va couper...

Si le Président Wade passe le cap du second tour, beaucoup de têtes vont tomber. Ce n'est pas seulement *EnQuête* qui le pense, mais aussi de gros bonnets du régime. Dont certains d'ailleurs, même s'ils sont encore dans la barque libérale qui tangué dangereusement, prient pour que le Vieux ne passe pas le second tour. Convaincus qu'ils sont que Me Wade va au moins solder ses comptes avec certains de ses proches. Et parmi ces proches, il y en a de très proches dont Souleymane Ndéné Ndiaye en disgrâce totale chez Wade, même si le Palais se plaît à gérer les apparences pour éviter que cela n'ait un effet négatif sur l'électorat en cette période ô combien sensible. On reproche au Premier ministre et directeur de Wade beaucoup de choses dont le fait de s'être marié alors que le trône de Gorgui tremble dangereusement. Ce dernier, à qui on reproche des connexions avec Macky Sall, se garde de se défendre et adopte une posture assez zen. Mais il n'est pas le seul dans le collimateur de Gorgui. Le Président du Sénat aussi, Pape Diop, n'est plus dans le cœur du Vieux et de ses proches. On lui reproche beaucoup de choses, dont le fait de n'avoir pas su étouffer ses ambitions présidentielles, au point d'oublier que la capitale Dakar n'était pas encore acquise au candidat Wade. Ses connexions supposées ou réelles avec Idrissa Seck sont aussi évoquées.

Dg, Pca, banquiers, chefs d'entreprises etc. dans le collimateur

Souleymane Ndéné Ndiaye et Pape Diop, qui encore sur la liste rouge de Gorgui ? Adama Sall aussi, à qui l'on reproche d'avoir oublié que "plusieurs fois, on aurait pu l'amener en prison", selon les termes mêmes d'un proche de Gorgui. Et pas seulement lui, mais aussi une kyrielle de hauts fonctionnaires. On nous parle d'une Inspectrice générale d'Etat (Ige), de plusieurs hauts fonctionnaires nichés jusque dans des Agences...mises en place par Karim Wade. Plusieurs Pca, surtout originaires du nord du pays, ont été identifiés par le pouvoir comme de véritables as du double jeu. Un pied chez Macky Sall et un autre chez Wade, en attendant de voir dans quelle direction tourne le vent. Le spectre va même plus loin que le seul secteur public. Dans le privé aussi, le pouvoir a fini par comprendre que si certains l'ont aidé dans la mise en place des fonds de campagne, ils en ont fait de même avec son principal challenger Macky Sall. On donne à tout le monde et "tout le monde il est content" pour parler comme nos parents ivoiriens. Autant dire que ce n'est pas seulement du côté de l'opposition qu'on souhaite le départ de Wade, mais aussi dans plusieurs cercles du pouvoir, on "bat campagne" tout en souhaitant secrètement que le Vieux tombe au soir du 26 mars 2012. Eh oui ! C'est cela aussi le Sénégal, on clignote à gauche pour tourner à droite. Et gare aux petits curieux qui fourrent leur nez partout !...

Soutien politique, le Mouvement des anciens militaires vote Macky Sall

Le candidat de la coalition Benno Bokk Yaakaar (BBY) se voit renforcé par le Mouvement des anciens militaires. Celui-ci a décidé d'apporter son soutien à Macky Sall, en l'annonçant lors de la conférence de presse du pôle de communication de BBY, hier. Par la voix de leur porte-parole Magoum Tall, ces anciens militaires mettent en garde le candidat Wade contre "toute volonté de confiscation des votes des Sénégalais".

Comme avec Wade en 2000, la CSA soutient Macky aujourd'hui

De même, la Confédération des syndicats autonomes (CSA) a décidé hier d'appeler à voter pour Macky Sall au second tour du scrutin, selon un communiqué parvenu à *EnQuête*. "On appelle l'ensemble des militants et sympathisants, l'ensemble des travailleurs à voter massivement, le 25 mars prochain en faveur du candidat porteur des conclusions des Assises nationales, le candidat de Benno Bokk Yaakaar, Macky Sall", indique le document. Cette décision, selon la confédération, vise à abrégé les souffrances du peuple sénégalais et à redonner un sens au mot espoir. En effet, pour Mamadou Diouf, secrétaire général, et ses camarades, cet espoir déçu a fondé leur participation aux Assises nationales afin de contribuer à la construction d'une alternative républicaine. Ils précisent que ce n'est pas la première fois que la CSA appelle à voter pour un candidat.

lègue Enseignant-chercheur des universités du Sénégal et participant à l'encadrement des étudiants, touche en fin de carrière un salaire mensuel trois fois inférieur", informe la lettre.

Campagne électorale dans les médias, cela s'arrête aujourd'hui, à minuit

Piqûre de rappel aux médias. Le Conseil national de régulation de l'audiovisuel (CNRA) prévient les organes de presse que la campagne électorale pour le second tour de l'élection présidentielle du 25 mars 2012 relayée par les médias s'arrête ce vendredi à minuit. "En conséquence, les médias doivent s'abstenir de toute diffusion de messages ayant trait à ladite campagne (communiqués, revues de presse, interviews, etc.) à compter d'aujourd'hui à minuit. Le CNRA en appelle à "l'esprit de responsabilité" de tous les acteurs pour le strict respect de ces dispositions.

Wade à Thiès, mystique et bourdes au menu

Exit la canne, hier, à Thiès. Le pape du Sopi a porté une grosse amulette autour de son cou. Cela dit, le candidat des FAL 2012, a déclaré : "Depuis le début de la campagne, j'ai eu des rassemblements importés". Un lapsus vite rectifié en "des rassemblements importants". Quant à Moustapha Sourang, coordonnateur des FAL dans la cité du Rail, sans doute surpris par la mobilisation, il en a rajouté une couche : "Le Sénégal doit vous donner un second mandat". Qui disait que la foule déraisonne !

Au stade Iba Mar Diop, Youssou Ndour y est allé de sa gaffe

Le leader de *Fekke Ma Ci Boole* s'y est mis aussi question bourde. Lors de la cérémonie de clôture de l'opération "Wër ndombo" (ceinturer Wade), hier, au stade Iba Mar Diop de la Médina, Youssou Ndour a voulu saluer les différentes composantes confrériques et religieuses présentes à sa manifestation. You a commencé à citer les différents chefs religieux. "Bonsoir à tout le monde, les talibés de Cheikh Ahmadou Bamba, d'El Hadji Malick Sy, de Baye Niass, de Boucounta Ndiassane, de Mame Limamoulaye..." Jusque-là, rien à dire. Sauf qu'en poursuivant, le soutien de Macky Sall a lâché cette perle : "Mais aussi ceux du Cardinal Thiandoum". Thiandoum ? Il a prononcé le nom du défunt cardinal, en lieu et place de celui de son successeur, le Cardinal Adrien Sarr. Mais You n'a pas relevé sa méprise, puisqu'il a continué son speech sans se rectifier.

Plus de 24 heures sans électricité, Pikine renoue avec l'obscurité

Les délestages sont de retour à Pikine. En effet, les populations sont restées dans le noir durant toute la journée du mercredi et le jeudi dans l'après-midi. Ce qui a constitué un véritable manque à gagner pour tous les artisans qui travaillent avec l'électricité ainsi que les ménagères qui ont perdu des provisions. "Toute la journée (avant-hier), je n'ai reçu aucun client à cause de cette situation. Et c'est un véritable manque à gagner pour moi ; plus d'une journée perdue", s'est lamenté Abdou Fall un gérant de cyber café à Pikine Tally Bou Bess. Selon des sources proches de la SENELEC, ce délestage est dû

à des travaux au niveau du marché "Syndicat" de Pikine.

Coup d'État au Mali, ATT en sécurité à l'ambassade américaine

Selon la Lettre du continent, le président malien Amadou Toumani Touré aurait quitté le palais de Koulouba, dans la nuit du 21 au 22 mars, pour se réfugier à l'ambassade des États-Unis à Bamako. Il y aurait été contraint par le soulèvement de soldats mutins emmenés par le capitaine Amadou Sanogo.

Les États-Unis condamnent et soutiennent ATT...

Les États-Unis ont condamné la prise de pouvoir par les armes au Mali. "Nous faisons écho aux déclarations de l'Union africaine, de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest et d'autres partenaires internationaux qui dénoncent ces actions", selon une déclaration du porte-parole du Département d'État américain, Victorira Nuland, lu hier. L'administration Obama a appelé au calme et à la "restauration sans délai du gouvernement civil dirigé par un régime constitutionnel, de sorte que les élections puissent avoir lieu comme prévu". "Nous soutenons le gouvernement légitime élu du président Amadou Toumani Touré. Le Mali est une démocratie de premier plan en Afrique de l'Ouest et ses institutions doivent être respectées", note la même source.

.... El Hadji Kassé estime qu'il "ne mérite pas ça"...

Conseiller en communication du président Amadou Toumani Touré lors de l'élection présidentielle de 2007, le journaliste et consultant sénégalais El Hadji Amidou Kassé a confié toute sa peine, hier. "Je suis triste, je n'ai pas dormi toute la nuit. Je pense que le président ATT ne mérite pas ça", a-t-il dit. D'après lui, l'ex-locataire du palais Koulouba est "un bon président (qui) a profondément aimé son peuple". Mieux, "il a fait don de sa personne, de son temps (pour) défendre jusqu'au bout le Mali", selon M. Kassé. Même s'il évite de juger les putschistes, il soutient que ATT a "un mental de fer" et qu'il se sortira de cette épreuve

RSF dénonce une "prise en otage" de l'information

Pour sa part, Reporters sans frontières dénonce une "prise en otage", depuis le 21 mars 2012, de l'Office de Radiodiffusion-Télévision du Mali (ORTM), ainsi que les perturbations observées dans plusieurs médias audiovisuels (coupure de signal ou d'antenne), suite au coup d'Etat militaire au Mali. "Qu'il s'agisse d'un véritable coup d'État ou d'une mutinerie, nous déplorons avec la plus vive énergie que les locaux de la radio-télévision publique soient occupés par des militaires et que son antenne soit prise en otage. Comme souvent dans ce genre de circonstances, le contrôle de l'information est primordial et les médias figurent parmi les premières cibles des mutins. Les médias publics diffusent un seul et unique message, les médias privés sont coupés pour empêcher une couverture indépendante des événements", a déclaré l'organisation. RSF a apporté son soutien aux journalistes qui "ne peu-

vent se rendre au travail" et pense à la population malienne qui est "privée de nombreuses sources d'information".

Ziguinchor, l'Imam ratib n'est plus

L'Imam ratib de Ziguinchor, Chérif Alioune Aïdara est décédé, hier, vers 5 heures à Dakar, des suites d'une longue maladie. Malade depuis mai 2011, il a été interné à la clinique Brévié de l'hôpital Principal de Dakar. Chérif Alioune Aïdara, 75 ans, a dirigé la communauté musulmane de Ziguinchor une trentaine d'années durant. Il était, par ailleurs, le khalife général de la famille chérifienne du village de Baghère dans le département de Sédhiou. C'est en 1981 qu'il a été élevé au rang d'Imam ratib de Ziguinchor en remplacement de son oncle paternel, Chérif Boubacar Aïdara. Partisan du dialogue islamo-chrétien, Chérif Alioune Aïdara était un apôtre de la paix.

Sédhiou, des manoeuvres militaires font un mort

Un enfant âgé de dix ans est décédé après avoir été atteint par une balle perdue lors de manoeuvres militaires, hier, dans la communauté rurale de Bemêt, à 70 kilomètres au sud de Sédhiou. Un autre enfant de deux ans est gravement blessé et se trouve actuellement en soins à l'hôpital régional de Sédhiou. Selon nos sources, le drame est survenu vers 18h30. En effet, des militaires s'étaient rendus dans la zone pour procéder à des tirs d'entraînement. Sur le chemin du retour, l'un d'entre eux, en montant dans le véhicule aurait oublié de verrouiller son arme. Et par mégarde, le militaire a appuyé sur la gâchette, fauchant deux enfants qui jouaient à côté. Le premier, en l'occurrence Kaoussou Barro, serait décédé sur le coup. Des témoins des faits informent que le défunt a été atteint à la tête. Le second enfant, appelé Souleymane Bayo, grièvement blessé, a été évacué d'urgence par les militaires. Il se trouvait dans un état critique, hiertard dans la soirée, alors que les médecins de l'hôpital régional de Sédhiou tentaient de le réanimer. Il a été atteint à l'abdomen. A noter que les militaires procédaient à des manoeuvres en vue de la célébration de la fête du 04 avril.

ENQUÊTE

Publications - Société éditrice
Boulevard de l'Est-Point E
Immeuble Samba Laobé Thiam Dakar
Tél. : 33 825 07 31
E-mail : enquetejournal@yahoo.fr
Directeur de la publication : **Mahmoudou Wane**
Directeur de la rédaction : **Mamadou Lamine Badji**
Rédacteur en chef : **Momar Dieng**
Rédacteur en chef délégué : **Bachir Fofana**
Chefs de desk : **Momar Dieng** - Politique
Bachir Fofana - Economie / Social
Jules Diop - Dossiers & enquêtes
Ndiassé Sambe - Sport
Pa Assane Seck - People
Directeur artistique : **Renaud Lioult**
Mise en page : **Penda Aly Ngom et Fodé Baldé**
Photographe : **Amadoune Gomis**
Impression : **Graphic Solutions**

Régie publicitaire : **malick.enquete@gmail.com**
Tél. : 77 834 11 93
aichafallenquete@gmail.com
Tél. : 33 825 07 31 / 77 299 96 72
Palladium Solutions Group (PSG S.A.)
Tél : 33 867 82 88
77 277 59 19 / 77 510 71 81

CONSEQUENCES DE LA CORRUPTION AU SÉNÉGAL

Tous les ans, le Sénégal enregistre 61 000 nouveaux pauvres à cause des méfaits de la corruption. Parce que celle-ci fait perdre 384 milliards de francs Cfa à l'économie.

384 milliards de pertes et 61 103 nouveaux pauvres tous les ans

■ ALIOU NGAMBY NDIAYE

La corruption entraîne 61103 nouveaux pauvres tous les ans au Sénégal. La révélation est faite hier par le chercheur François Joseph Cabral de la Faculté des sciences économiques et de gestion (FASEG) de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), lors du Forum sur la bonne gouvernance. Sur une brève présentation qu'il a faite sur les "enjeux de la gouvernance financière au Sénégal", il a révélé que les principaux foyers de corruption dans notre pays sont la gouvernance budgétaire, la passation des marchés publics.

Lors de ce forum, beaucoup d'ex-

perts ont montré que la corruption a atteint un niveau drastique dans notre pays. Pour Abdoulaye Seck, enseignant-chercheur à la FASEG, "la corruption est une barrière à l'accès au secteur formel et cause l'allocation des talents". Dans son analyse du niveau de corruption au Sénégal, Abdoulaye Seck démontre que "de 2000 à 2007, la corruption a été stable, mais que c'est à partir de 2007 qu'elle a largement dégringolé". Elle entraîne une perte de 384 milliards de francs Cfa par an, "ce qui montre en quoi la corruption constitue un axe de sabotage de notre croissance économique".

Pour combattre ce phénomène, qui est devenu une pratique cou-

rante dans notre société, beaucoup de propositions sont assorties, après plus de 5 heures de débats. Pour Jacques Habib Sy de *Aide Transparency*, pour lutter contre la corruption, il faut institutionnaliser une consultation annuelle avec tous les acteurs, assurer la participation des organisations de la société civile. Samba Barry du programme Démocratie, Gouvernance, Transparence (DGT) propose "l'introduction d'une nouvelle forme de lutte dans la gestion des affaires locales" ; "adopter et promulguer toutes les lois en instances" et "prendre un engagement ferme pour réduire de manière drastique le phénomène". ■

Les candidats au second tour adhèrent aux propositions du Forum civil

Pousser les deux candidats au second tour de l'élection présidentielle à faire de la lutte contre la corruption une de leur préoccupation. C'est à exercice que le Forum civil et Enda Graf se sont attelés hier pour inciter les deux candidats à faire des propositions concrètes en matière de bonne gouvernance. En présence du Forum civil, d'Enda Graf, de la Commission nationale de lutte contre la corruption (CNLCC) et de toutes les organisations de la société civile, les représentants des deux candidats ont partagé et accepté les différentes propositions qui sont ressorties des discussions.

"En matière de corruption, il y aura une tolérance zéro", dira Moubarak Lo, représentant le candidat Macky Sall. "Nous allons définir une politique natio-

nale de lutte contre la corruption avec de larges concertations avec tous les acteurs concernés. Nous allons tenir un séminaire de haut niveau sur les problèmes de la gouvernance dès le mois de mai", promet Moubarak Lo.

Pour Seydou Diouf, qui a représenté la coalition des Fal 2012, même si la corruption est une pratique courante, l'environnement budgétaire du Sénégal a évolué. "Lutter contre la corruption, au-delà même de l'État, interpelle les citoyens. La responsabilité de tous est engagée. Il faut doter la Cour des comptes de ressources humaines et aller vers un partenariat entre la Cour des comptes et l'Assemblée nationale", lance-t-il. ■

A. NG. NDIAYE

MARCHÉS PUBLICS

611,4 milliards de commande publique en 2011

La Direction centrale des Marchés publics (DCMP) a rendu public son rapport annuel 2011. Elle apprend que la commande publique nationale a fait un bond de 121%, en passant de 276,1 milliards en 2010, à 611,4 milliards en 2011.

■ GASTON COLY

Selon la Direction centrale des marchés publics (DCMP), il y a eu une "très forte progression de la valeur de la commande publique" en 2011. Dans la mesure où, le volume des marchés immatriculés est passé de 276,1 milliards en 2010, à 611,4 milliards. Sur la même période, poursuit le rapport annuel, les contrats sont passés de 1349 à 1689, soit des hausses respectives de 121% et 25%. Toutefois, note la direction des Marchés publics, cette forte progression ne provient

pas seulement de l'intégration des marchés des sociétés nationales. Car, indique-t-elle, "les contrats de GENIS conclus par l'AGEROUTE sur une durée de trois années pour l'entretien courant de routes ont également impacté le niveau. Ces marchés pluriannuels s'élèvent à 156 milliards". Cependant, le document précise que "cette évaluation ne prend pas en compte les acquisitions faites selon la procédure de demande de renseignements et de prix (DRP)".

Au chapitre des activités menées par la DCMP pour l'année 2011, le rapport renseigne que 6686 sai-

sines de la part des autorités contractantes ont été traitées lors du contrôle a priori effectué sur 2734 dossiers de marché. Soit une légère augmentation de 1% aussi bien sur le nombre de saisines que celui de dossiers par rapport à 2010.

Un système de passation conforme à la "norme internationale"

Toutefois, la DCMP a relevé des manquements. Car, "concernant les cellules de passation des marchés, 1252 cellules de passation des marchés ont été recensées, dont 479 conformes, 59 non conformes et 714 autorités contractantes qui n'ont pas transmis la liste de leur cellule de passation des marchés", renseigne la direction. Dans la même veine, on apprend que 703 autorités contractantes n'ont pas transmis leur liste des membres de leur commission des marchés, sur les 1254 commissions des marchés recensées. Aussi, le document rappelle-t-elle que "l'objectif global,

BAISSE DES PRIX DES DENRÉES DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ

L'ENAC douche la coalition Macky 2012

La coalition Macky 2012 a répondu à l'appel de l'Entente nationale des associations de consommateurs (ENAC) en lui envoyant son argumentaire sur la baisse des prix des produits de consommation courante. Dans un communiqué parvenu à *EnQuête*, l'ENAC estime que tout n'est pas rose dans ce que propose la coalition Macky 2012. Des manquements sont notés dans le document soumis à l'appréciation de l'ENAC.

Cette dernière n'est pas d'accord avec "l'argumentaire proposé par le document pour atteindre l'autosuffisance alimentaire à l'horizon 2020", précise le communiqué. Cette position de l'association de consommateurs s'explique par le fait qu'elle pense que "le levier de développement de la production nationale doit être plus global et englober les autres céréales comme le mil, le sorgho, le maïs, le niébé, les fruits et légumes pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages". Par conséquent, l'on ne pourrait se suffire de la prééminence du riz.

L'absence d'une politique de consommation cohérente et durable est aussi relevée dans le document. "Le document de la Coalition Macky 2012 reflète une conception réductrice de la politique de consommation. L'argumentaire est axé principalement sur certains produits seulement notamment le riz, le sucre, l'huile. Il n'aborde pas les problèmes de l'énergie, du transport, des télécommunications, de l'eau et de l'assainissement, de la santé, entre autres", lit-on dans le communiqué. Or, un État doit penser à gérer la consommation de manière globale. Dans cette optique, explique l'ENAC, "il n'est pas possible de traiter le problème du prix des denrées de consommation courante de manière durable sans la prise en compte de la politique énergétique (prix du carburant) ou de la politique agricole (réforme foncière et appui aux agriculteurs) ou encore la politique environnementale (lutte contre la désertification et prix du gaz)". Sur le tableau des manquements relevés figure l'orientation de la politique économique et commerciale. L'ENAC la juge "pas claire" et craint "une inaction dans l'avenir". ■

BIGUÉ BOB

IDY THIAM, PRÉSIDENT DE L'UNACOIS

"Personne ne doit prendre en otage les consommateurs"

■ VIVIANE DIATTA

Depuis quelque temps, une pénurie de riz parfumé sévit dans ce pays. Pénurie que certains acteurs politiques mettent sur le dos des importateurs qui chercheraient à travers ce procédé, à faire tomber le pouvoir d'Abdoulaye Wade. Mais pour l'Union nationale des commerçants et industriels du Sénégal (Unacois), c'est faire un mauvais procès aux importateurs. En conférence de presse hier à son siège, l'organisation commerçante a précisé qu'elle n'y est pour rien. "Nous n'avons jamais provoqué une quelconque pénurie. On nous accuse à tort et à travers. Le riz parfumé vient de la Thaïlande et la quantité n'est pas suffisante. C'est ce qui a provoqué cette pénurie", a précisé Ibrahima Lô, Secrétaire général de l'UNACOIS.

En effet, l'UNACOIS a constaté une lourde perte dans l'économie provoquée par les tentions électorales au premier tour de l'élection présidentielle. C'est ainsi qu'elle

demande à ses membres de retirer les cartes et de voter pour le second tour. Mais elle ne donne aucune consigne de vote en faveur des deux candidats du second tour. Selon Idy Thiam, président de l'Unacois, depuis la campagne électorale, les activités économiques sont au ralenti, et certaines denrées en pénurie. "Le contexte politique actuel a ralenti toutes les activités économiques. Alors que tous nos produits sont dans le marché public. Dernièrement, le marché Sandaga a été le centre de toutes les mouvements. Le désir du peuple, c'est de défendre les intérêts du pays. C'est pourquoi, nous demandons à tous nos membres de retirer leurs cartes et de voter massivement le 25 mars prochain", a lancé M. Thiam qui poursuit : "Nous estimons que personne ne doit prendre en otage les consommateurs. Il faut que la circulation des biens soit garantie par l'Etat." A l' croire, le vote est le seul moyen pour sortir le secteur de la situation qu'il traverse actuellement. ■

recherché dans la mise en place de la DCMP, est donc d'inciter les autorités contractantes à adopter les meilleures pratiques en matière de passation des marchés publics et de rendre fiables les procédures nationales".

Par ailleurs, le document renseigne que la réforme des marchés publics a permis une célérité dans la passation des marchés. Puisque, "en 2011, le temps moyen mis par un dossier de marché pour achever la phase de passation est de 196

jours contre 206 jours en 2010". Le rapport de la DCMP relève aussi une conformité du système national de passation des marchés avec "la norme internationale". Puisqu'en 2011, il a été enregistré un nombre moyen de 6 concurrents par appel d'offres. La DCMP note également avec satisfaction qu'il y a eu un resserrement des scores entre les différents types d'autorités contractantes (administration centrale, agences, sociétés nationales et collectivités locales). ■



CLÔTURE WËR NDOMBO

Des échanges de coups de poing et de jets de pierres ont rythmé pendant près de 45 minutes hier la cérémonie de clôture de l'opération "Wër ndombo" de Youssou Ndour.

Des jeunes tentent de saboter la manifestation



■ BIGUE BOB

Après la tenue de son village électoral à Fass, le leader du mouvement citoyen "Fekke Ma ci Boole" est allé avec une forte délégation au stade Iba Mar Diop de la Médina. C'est là que devait se tenir le dernier des concerts initiés dans le cadre de l'opération "wër ndombo" commencée depuis le début de la campagne du second tour à l'élection présidentielle. Le super étoile "bis" a joué quelques opus du roi du Mbalax que lui-même commentait après

chaque morceau interprété.

C'est au beau milieu de ce spectacle qu'un groupe de jeunes venus du côté du populaire quartier de Reubeuss ont voulu mettre fin au "xaware". Ils seraient des partisans du candidat des Fals 2012, Abdoulaye Wade. C'est ainsi qu'une pluie de pierres ont atterri dans le stade. Alertés, les agents de sécurité n'ont pas manqué de riposter de manière énergique pour ne pas interrompre le concert. En fait, ceux qui étaient dans l'enceinte du stade n'étaient même pas au courant de

cela. Encore moins ceux qui étaient sur le podium. Tout se passait donc à l'entrée du stade. Cependant, il a fallu l'intervention d'une vingtaine d'éléments de la police pour repousser les assaillants.

Au même moment, les sons distillés à l'intérieur faisaient non seulement danser les partisans de Macky Sall, mais c'était aussi une occasion pour Youssou Ndour de revenir sur le sens profond de certains de ses textes. Le titre "Jaay doole" composé en 2001 est le premier à être passé. Une occasion pour You de rappeler au président sortant certaines de ses affirmations en 2000 dont il a oublié le sens aujourd'hui. Comme quand il disait : "La République appartient

aux citoyens." Il lui a aussi rappelé qu'il est "le dirigeant de ce pays et non son propriétaire". Car, a-t-il martelé, "le Sénégal n'est pas un titre foncier qu'on hérite". Le leader de "Fekke Ma Ci Boole" accuse aussi Wade de l'avoir plagié. Le fameux slogan de 2000 disant "il faut travailler, toujours travailler, encore travailler", ne serait pas sortie de la muse de ce dernier. Mais bien de l'inspiration du chanteur. Dans "ligéy" que Wade aimait écouter, Youssou Ndour vante les mérites du travail. "Ce sont mes paroles en wolof qu'il (ndlr: Wade) a traduit en français".

En outre, Cheikh Bamba Dièye du Fsd b/J a pris part à la manifestation. Pour lui, il faut venir à bout de Wade. Mais, "on n'a pas choisi Macky Sall pour qu'il fasse ce que Wade a fait. On ne l'a pas choisi pour qu'il laisse les mêmes personnes aux mêmes postes", prévient-il. L'ancien ministre de la Santé et actuel membre de la coalition "Macky 2012", Eva Marie Coll Seck, le tambour major Doudou Ndiaye Coumba Rose, le Pr Arona Ndooffène Diouf ont pris part au concert. ■

ME ALIOUNE BADARA CISSÉ "Les libéraux vendront très cher leur peau"



"Depuis trois jours, nous avons des informations concordantes que les objets d'art du palais sont en train d'être mis dans des sachets et cartons. On nous informe également que l'or offert par le roi Fahd au complexe Méridien Président a été dévalisé par l'Etat du Sénégal", a révélé Me Alioune Badara Cissé, responsable de l'APR à Saint-Louis.

Devant les membres de la coalition Benno Bokk Yakaar de Saint-Louis qui tirait le bilan de la campagne de 2e tour, l'ex-adjoint au maire de Saint-Louis a parlé de la prochaine défaite de Wade avant de demander aux militants de veiller au grain contre une éventuelle confiscation de vote. Pour l'avocat, "les libéraux se savent perdus et sont prêts à partir, mais ils ne partiront pas comme cela. Ils vendront leur peau très cher parce qu'ils connaissent les exactions commises tout au long de leurs mandats et savent que l'impunité n'est plus de mise". Me Cissé, abondant dans le même sens que Aïda Mbaye, la coordonnatrice de cette coalition, a appelé les Sénégalais à la vigilance et à la protection du vote contre toute forme d'usurpation.

Et Me Cissé de révéler que dans l'entourage de Wade, le quart a pris langue avec la coalition Benno Bokk Yaakaar pour sauver leur peau. A l'en croire, rien chez les libéraux ne leur est étranger. En un mot, il y a des libéraux tapis à l'ombre de Wade qui leur livrent toutes les informations et sont prêts à faire couler le bateau bleu. ■

FARA SYLLA (Correspondant, Saint-Louis)

OLUSEGUN OBASANJO SUR LE SECOND TOUR

"J'espère que le Sénégal fera mieux qu'au premier tour"



■ DAOUDA GBAYA

Attendu à 18h30, Oluségún Obasanjo, l'ancien président de la Fédération du Nigeria est descendu sur le tarmac de l'aéroport international Léopold Sédar Senghor à 19h45. Venu superviser le second scrutin présidentiel prévu ce dimanche, l'envoyé spécial de l'Union africaine, vêtu de blanc, se veut optimiste quant à l'issue de ce rendez-vous qui devra opposer les candidats Abdoulaye Wade et Macky Sall.

"Le Sénégal a montré qu'il était une démocratie majeure au premier tour. J'espère qu'il fera mieux au second tour pour administrer une belle leçon de démocratie au monde entier", déclare l'ancien chef d'État nigérian. Ce dernier s'est en effet félicité du "bon déroulement" du vote au premier tour de l'élection en dépit des risques de troubles qui planaient sur le pays. Epris de "paix", M. Obasanjo compte rencontrer les deux candidats afin que les mêmes conditions prévalent au scrutin de dimanche.

VIOLENCES POLITIQUES A NDIAREME LIMAMOULAYE

9 blessés dont 4 graves, la permanence du Pds saccagée

■ CHEIKH THIAM

La violence politique s'est une fois de plus invitée dans la campagne électorale à 48 heures du scrutin du second tour. Après les jets de pierres lancées à l'endroit du candidat des FAL 2012, Me Abdoulaye Wade au marché de Ndiarème Limamoulaye en début d'après-midi d'hier, des nervis proches de Macky Sall ont saccagé la permanence du Pds et occasionné 9 blessés dont 4 qui sont dans un état grave. Parmi ces derniers, on peut citer Bacary Diatta Ndiaye qui est touché au biceps gauche, Seydou Kébé au front, au rein et à la cuisse, Mamadou Diop qui s'en est tiré avec la tête cassée et Tété touché au front.

A ce bilan s'ajoute une permanence complètement saccagée, une destruction du pare-brise d'une voiture L200 qui était garée devant la

permanence ainsi qu'un scooter. Les malfaiteurs ne se sont pas limités à blesser les libéraux trouvés sur place. En effet, ils se sont aussi attaqués aux filles. Les blessés ont été acheminés à l'hôpital Roi Baudouin de Guédiawaye pour les premiers soins.

Armés de coupe-coupe, de matraques et d'autres armes, ces nervis qui, selon les témoins, étaient habillés en tenues de couleurs marron et beige de la coalition BBY, ont été identifiés. Une plainte va être déposée aujourd'hui à l'endroit des commanditaires. D'après le responsable des jeunes de cette commune, ils ne vont pas exercer la loi du talion mais ils ne vont plus se faire surprendre à l'avenir.

Il faut signaler qu'une scène atypique à Golf Sud, toujours entre les éléments de l'opposition et ceux du régime, a occasionné des dégâts matériels. ■



SON CORTÈGE ATTAQUÉ DANS LA BANLIEUE

Abdoulaye Wade a choisi les derniers jours de sa campagne pour jeter le discrédit sur son adversaire Macky Sall qu'il a taxé hier de "violent ethnociste et piètre politicien" qui ne sera "jamais à la tête du Sénégal".

Wade se défoule sur Macky Sall, de Guédiawaye à Thiès...



■ AMADOU NDIAYE

Abdoulaye Wade digère mal de s'être retrouvé au second tour de la présidentielle, surtout avec comme principal adversaire : Macky Sall. Il qualifie ce dernier "d'apprenti sorcier qui n'a pas encore assimilé la leçon du maître sorcier". Un apprenti sorcier dont des militants et sympathisants ont tendu au pape du SOPI hier à Guédiawaye une ribambelle de guet-apens. Tantôt les jets de pierres ont attaqué le cortège, tantôt des pompes anti-agression ont fait suffoquer les narines. Un journaliste du cortège de Wade s'en trouvera blessé.

Abdoulaye Wade, en colère, a soutenu au marché Bou Bess de Guédiawaye : "Macky Sall est un violent qui n'a formé les jeunes de son parti qu'à lancer des pierres". Mais le réquisitoire le plus sévère à l'encontre de son adversaire au second tour, c'est à Thiès que le candidat des FAL l'a dressé. "La politique ne s'im-

provise pas, c'est une science sociale, il faut que Macky Sall arrête de cultiver des germes ethnocistes qui peuvent détruire l'unité du Sénégal. Le Sénégal est un pays uni, il ne faut pas détruire cette unité", a dit le candidat Wade. Lui qui annonce à qui veut l'entendre que "Macky Sall ne sera jamais au pouvoir au Sénégal, jamais". Selon Abdoulaye Wade, les performances de son adversaire au second tour s'explique par un accident et une ruse : "Macky Sall a pris de court le M23 en se précipitant pour être le candidat de l'opposition".

"Idrissa Seck maîtrise plus la politique que Macky qui n'en sait rien".

Abdoulaye Wade qui s'est lancé hier dans une opération de drague à l'endroit de son ancien mentor, Idrissa Seck, a reconnu à ce dernier plusieurs qualités. Comparant Idrissa Seck à Macky Sall, le président Wade a dit que

le maire de Thiès est plus fort en politique et s'il arrivait de mettre les deux dans une course, "Macky Sall ne verrait même pas la poussière de Idrissa Seck". Au maire de Thiès, le président Wade à presque supplié de rejoindre la famille libérale (voir ailleurs). Wade est presque allé jusqu'à envisager l'avenir de son parti le PDS entre les mains de Idrissa Seck : "A vous les militants, je demande d'aller chercher Idrissa Seck pour l'amener au sein de la famille libérale. S'il s'était bien comporté, il n'allait pas se retrouver derrière Macky Sall, aujourd'hui, car je lui avais donné beaucoup plus que ce que j'ai donné à Macky Sall. Vous êtes les seuls à pouvoir le sortir du gouffre dans lequel il s'est mis en me trahissant et en trahissant les Thiessois (...) Si on organisait une candidature du SOPI présentement, Macky Sall allait mordre la poussière", a-t-il déclaré. Le candidat des FAL qui poursuit : "En organisant le parti pour trouver un candidat du SOPI, je ne l'imposerais pas mais c'est le PDS et les partis alliés qui choisiront". Le président d'apporter dans la foulée une précision : "Je vous assure, cependant, que ce candidat ne sera pas Karim Wade car il a bien fait son travail et il partira. Maintenant, en tant que Sénégalais, il a le droit de créer son parti pour briguer le mandat des Sénégalais". Abdoulaye qui reste confiant de sa victoire au second tour, a promis aux Thiessois d'effectuer sa première visite en tant que chef d'Etat réélu dans la capitale du Rail. ■

THIÈS

...Tacle l'Idy et... implore son retour

■ NDËYE FATOU NIANG (Correspondante, Thiès)

Deux variantes de Wade à Thiès, hier. Le président sortant a d'abord chargé Idrissa Seck, accusé d'avoir "trahi la ligne du Sopi et la commune de Thiès. "Bu wacul woon àndàm du gnëw di topp si ginaaw Macky" (Si Idrissa Seck n'avait pas quitté son rang, il n'allait pas être obligé de s'aligner derrière Macky Sall), a tonné le candidat des Forces alliées 2012 venu à la reconquête de la capitale du Rail. Car, d'après Wade, son ancien numéro 2 au PDS et fils spirituel "est plus fort en politique que Macky Sall". À en croire leur ancien patron, "si Idrissa Seck avait fait ce qu'il devait faire, Macky Sall ne prendrait pas sa place car ce sont les postes qu'il avait donnés à Macky Sall".

Cette colère passée, le pape du Sopi d'implorer les Thiessois de faire sortir leur maire de la coalition Benno Bokk Yaakaar : "Vous seuls, Thiessois, pouvez faire sortir Idrissa Seck là où il est entré, faites-le sortir, ngir Yàllà (pour l'amour de Dieu) (...), montrez-lui qu'il a mal choisi sa voie". Aussi Wade a-t-il appelé son ancien Premier ministre à retourner au bercail, soutenant :



"Ce n'est pas qu'il est un mauvais fils, allez le chercher et amenez-le là où il habite, c'est-à-dire la communauté du Sopi, la grande communauté du libéralisme démocratique".

Comme ragaillardi par la grande foule, composée essentiellement de Thiantacounes, le candidat des FAL a dérapé : "Les experts estiment qu'il y a 4 millions de personnes autour de cette place, et on m'a dit qu'il (Macky Sall) était ici, hier, accueilli par 4 mille personnes". Selon Abdoulaye Wade, "de mémoire de politicien, il n'y a jamais eu un tel rassemblement sur cette place". Il a ainsi promis de revenir à Thiès "pour la première fête de la victoire du second tour".

Cela dit, Wade a encore beaucoup promis, notamment une université des métiers, la reprise des chantiers de Thiès et une école normale de jeunes fille à Diourbel. Il entend investir 20 milliards pour faire de Thiès la deuxième capitale du Sénégal. ■

GUÉDIAWAYE

Macky Sall prévient contre un hold-up électoral

■ ASSANE MBAYE

Au contact de la déferlante populaire sortie l'accueillir hier, partout où il est passé dans la banlieue dakaroise, le candidat de la coalition Benno bokk yaakaar s'est dit convaincu de sa victoire au soir 25 mars. Tout compte fait, Macky Sall qui était en tournée dans le département de Guédiawaye a averti le régime "finissant" d'Abdoulaye Wade contre toute tentative de confiscation de la volonté populaire.

"Notre victoire est consacrée, visible, réelle, elle est là, elle est partout dans le Sénégal", s'est enflammé le challenger d'Abdoulaye Wade. Dopé par la marée humaine qui s'est très vite constituée autour de lui de l'entrée de Guédiawaye à sa sortie, l'ancien Premier ministre a averti : "Qu'on ne s'amuse pas le dimanche 25 mars à vouloir remettre en cause cette victoire du peuple. Et qui tente de la remettre en cause sera emporté par l'élan populaire". Sorti pourtant largement vainqueur dans cette localité au premier tour, Macky Sall n'entend laisser aucune chance au président sortant, et veut accroître à 70, 75 voire 80% l'électorat local.

Réitérant son engagement à se mettre au service du peuple dès son accession à la tête de la magistrature suprême du pays, le chef de file de Benno Bokk Yaakaar a promis un plan d'urgence en matière d'assainissement dans ce département confronté à de graves inondations depuis près d'une décennie. M. Sall entend en outre réduire de façon drastique le coût élevé de la vie, une plainte exprimée partout où il est passé, de Sam notaire à Limamoulaye Ndiarème, en passant par Wakhinane, Wakhinane Nimzatt, Croisement Béthio, etc. "Nous avons les moyens non seulement de réduire les prix des denrées de première nécessité, mais nous allons reprendre plus de 170 milliards qui sont camouflés dans le budget 2012 pour des rubriques tout à fait farfelus et sans aucune importance", a-t-il déclaré, promettant, demain, une gestion plus vertueuse des deniers publics.

Violences

Cependant, cette visite de Macky Sall dans la banlieue dakaroise a été émaillée de violences. Son convoi a encore fait objet d'attaques de la part de libéraux de la localité. Les partisans de Wade s'en sont pris au cortège de Macky Sall à hauteur d'une maison mitoyenne à celle de la député libérale Fatou Younouss Aïdara à Golf sud, et à Sam Notaire. Cinq blessés ont été dénombrés du côté des militants libéraux.

Avant cette étape, Macky Sall a rendu une visite de courtoisie à la collectivité lébou dans leur "Pénc" sis à la Médina. Les lébous lui ont exposé leur mécontentement liée à la confiscation de leurs terres par l'actuel régime. ■

SECOND TOUR

BBY soupçonne une fraude à grande échelle

■ DAOUDA GBAYA

Le pôle communication de Benno Bokk Yaakaar soupçonne les Fal 2012 de préparer une fraude à grande échelle pour le second tour de la présidentielle. Face à la presse, hier, Alla Dieng, membre dudit pôle, révèle qu'une importante quantité de cartes d'électeurs est en train d'être confectionnée au profit du candidat Wade pour renverser la tendance dans les localités remportées par les candidats de l'opposition comme Kaolack, Thiès, Louga au second tour du scrutin.

"Nous mettons en garde toute personne qui tenterait d'utiliser de fausses cartes d'électeurs", prévient-il. Pour El Hadji Amidou Kassé, président du pôle de communication de BBY, "toutes les dispositions nécessaires pour sécuriser le vote et sécuriser le résultat, c'est-à-dire l'expression populaire", sont prises. Sans en dire davantage, M. Kassé, estime que le président sortant n'a aucune possibilité de remporter la présidentielle malgré son "bluff". "La vérité est qu'on assiste dans toutes les régions du pays à l'effondrement des bases électorales du chef d'Etat sortant, déclare-t-il. Il n'y a aucun ralliement significatif de base des leaders. La majorité des Sénégalais savent qu'il n'a pas de programme, et qu'il appartient au passé". Bref, "c'est une manière de se faire bonne conscience".

M. Kassé a saisi l'occasion pour démentir les rumeurs faisant état de discorde au sein de BBY à propos du maintien ou non du Sénat. "Il n'y a aucune fissure, assure-t-il. La seule préoccupation des leaders, c'est le départ du candidat Abdoulaye Wade". Il en veut pour preuve la présence des 12 candidats dans les tournées de Macky. Sur les "menaces" du candidat Abdoulaye Wade à l'endroit des populations de Matam et de Podor qui n'ont pas voté pour lui, M. Kassé en déduit que c'est "honteux". ■

DR CHEIKH TIDIANE GADIO SUR LE SECOND TOUR DE LA PRÉSIDENTIELLE

Le Docteur Cheikh Tidiane Gadio, chef de file du mouvement Luy Jot Jotna, considère que le peuple sénégalais a définitivement tourné le dos au Président sortant, Me Abdoulaye Wade, au pouvoir depuis 2000. Il ne voit pas comment le candidat des FALS pourrait faire pour passer le cap du second tour. Candidat malheureux à la Présidentielle, le ministre des Affaires étrangères du Sénégal, de 2000 à 2008, justifie le choix porté sur la personne de Macky Sall, le met devant ses responsabilités, évoque les accusations portées sur sa personne quant à ses relations supposées avec les puissances occidentales, les Etats-Unis surtout. M.Gadio se prononce aussi, évasivement, sur la situation qui prévaut au Mali.

“Il est difficile de concevoir une victoire même 'miraculeuse' de Wade”



PAR MAMOUDOU WANE

Le Sénégal va voter dans 48 heures exactement, pour élire, son quatrième président, n'avez-vous pas des craintes de voir le processus en cours basculer dans la violence et l'anarchie ?

Tous les Sénégalais et tous les amis du Sénégal préfèrent rester optimistes et croire que le camp du candidat inconstitutionnel [le Président sortant] sera bon perdant et respectera le verdict des urnes. Ce verdict - sauf vote d'une armée d'un million de djinns pro-Wade- est déjà très prévisible. En effet Macky Sall devrait logiquement obtenir un raz-de-marée et un score écrasant. Une telle prédiction est partagée du reste par la communauté africaine et internationale qui, à l'unanimité, a désigné Macky Sall comme étant “le favori du 2e tour”, certains ajoutent même “le grand favori”. Un tel constat est fondé sur le bon sens tant le déséquilibre des forces entre les deux camps est criard. Ceux qui, ensemble, ont obtenu près de 66 % du vote affrontent celui qui, en voulant faire le plein pour gagner dès le 1er tour, s'est retrouvé avec à un peu plus de 34%. Moins que Diouf avec ses 41% en 2000, ce qui confirme la sévérité du

INTERVIEW

désaveu. Et comme les 13 candidats, anciennement concurrents, se sont tous retrouvés sans aucune exception pour prêter main forte à Macky Sall, il est difficile de concevoir une victoire même “miraculeuse” de Wade. Ceci d'autant plus que le soutien des anciens candidats n'est pas formel, il est effectif. Mon mouvement, le MPC-Luy Jot Jotna, a tenu le mardi 20 mars un grand meeting à Pété-Gadiobé pour plaider pour une déferlante en faveur de Macky le 25 mars (pas moins de 70% des votes). La

menace inimaginable proférée avant hier par Wade contre le Matam et le Podor devra faire le reste! Ajoutons que l'argument des djinns électeurs sera neutralisé par le fait que Macky et le M23 ont aussi fait le nécessaire pour que les djinns favorables à l'opposition ne restent pas les bras croisés. Il nous suffira donc de sécuriser le vote et le peuple indiquera à Wade la chaise pliante d'une retraite au deadline largement dépassé ...

Vous semblez si optimistes...

Non, je n'ai pas fini. Car, en revanche, si Wade a concocté une botte secrète pour créer la zizanie et s'accrocher au pouvoir, aucune stratégie à la Mugabé ou la Moi Kibaki

(power-sharing) ne pourra le tirer d'affaire. En plus, il portera une lourde responsabilité historique en suscitant une riposte populaire qu'il est loin de s'imaginer. Le peuple sénégalais dans son écrasante majorité non seulement lui a tourné le dos mais lui a indiqué, par des formes variées, que le 25 mars constitue une ligne rouge pour la patience populaire, et symbolise l'espérance ferme d'une délivrance et d'une page historique qui se referme en clôturant pour toujours un demi-siècle d'histoire du Sénégal.

Les Etats-Unis ont tiré la sonnette d'alarme, invitant surtout le pouvoir en place à assurer une transparence du scrutin du second tour, comme ce fut le cas au premier tour, qu'est-ce qui selon vous, explique ces rappels ? On a l'impression que la communauté internationale ne fait pas trop confiance au Sénégal, malgré les félicitations du premier tour ?

Les Etats-Unis, la France et l'Union européenne ont montré leur grande amitié pour le peuple sénégalais en choisissant très tôt dans ce processus (depuis au moins le fameux 23 juin 2011) le camp du peuple, de la Constitution, de la transparence et du transfert pacifique du pouvoir et ce, contre le bras de fer engagé par Wade

contre son peuple et pour son projet surréaliste de dévolution dynastique du pouvoir. Certains sont même allés jusqu'à indiquer de façon non équivoque leur agacement pour un homme de près de 90 ans qui refuse de céder la voie aux générations suivantes. Générations dont la compétence, la rigueur et le désir de servir l'Afrique et le Sénégal ne font l'objet d'aucun doute à leurs yeux. Hommage appuyé devra ici être rendu au Congrès américain et surtout à cet illustre fils de la Diaspora, feu congressman Donald Payne, qui a aimé et servi le Sénégal et l'Afrique jusqu'à son dernier souffle.

Il faut qu'on en revienne à notre question...

Oui, ce n'est pas à notre pays que la communauté internationale n'accorde pas sa confiance, au contraire notre peuple a séduit comme à son habitude le monde entier lors du vote du 1er tour, par son calme surprenant et sa majestueuse sérénité. Non, honnêtement ; c'est Wade qui inquiète et “qui ne rassure pas” contrairement à son slogan de campagne. Ethnicisme, confrérisme, achat sans gêne des consciences, déclarations fracassantes (menaces proférées contre les départements du Fouta s'ils ne votaient pas pour lui et révélations sur ses rapports avec le maquis du Sud “c'est moi qui les nourris”), gaaru waale incessants (contre moi et d'autres), tout y passe et inquiète forcément d'abord le peuple sénégalais et ensuite les amis du Sénégal! Je salue en ce qui me concerne la superbe mobilisation de la communauté internationale qui, apparemment, a pris très au sérieux notre appel à la vigilance et à la stratégie de prévention d'un conflit potentiel. Tant mieux si rien ne se passe de grave et que Wade accepte sa défaite qui est inscrite dans le sens de l'histoire et Dieu sait que l'Histoire connaît le bon sens et sait s'y conformer.

Mr Gadio, on a estimé que votre score était trop faible par rapport à ce qu'on attendait de vous, au premier tour de l'élection présidentielle. Qu'est-ce qui s'est donc passé ? N'avez-vous pas surestimé vos forces ?

Mon score n'était pas que faible, il était surprenant et décevant. Je considère qu'il est loin de traduire l'estime que les Sénégalais nous portent, moi et mes camarades citoyens et nos alliés. On peut toutefois faire une lecture non subjective et respectueuse de l'histoire et de la volonté populaire. C'est ce que moi et mes camarades de la Coalition “Gadio-Président” avons choisi de faire en acceptant sans aucune tergiversation les résultats. Cependant on peut observer que le suffrage des Sénégalais a été faussé dans l'ensemble par la présence d'un candidat inconstitutionnel qui a quand même dérobé 34% du vote. Que serait le scrutin dans son esprit et dans ses résultats si Wade avait eu la sagesse de laisser les générations suivantes s'affronter en termes de programme

et de vision pour le Sénégal et pour l'Afrique? Dans un tel cas de figure, notre vision déclinée dans un programme jugé “le meilleur ou parmi les meilleurs” par de grands cadres sénégalais de la finance internationale et des institutions de développement, aurait provoqué une adhésion très massive de nos compatriotes. Notre slogan “Nourrir, éduquer, soigner et libérer les énergies” est entré dans l'histoire du Sénégal pour ne plus en sortir, comme disait l'autre d'un vers de Mallarmé : “On y entre pour ne plus en sortir”.

Le vote des Sénégalais nous a indiqué que l'enjeu cette fois-ci était de régler une urgence: barrer la route au coup d'état constitutionnel et au projet de dévolution dynastique. De là que le vote utile en faveur des candidats qui ont réellement battu campagne a favorisé la Coalition Macky 2012 et les deux branches majeures du Benno.

Outre les achats de consciences, certaines anomalies inévitables ont fait le reste : des coordonnateurs de nos bastions ont été accusés d'avoir été reçus au Palais la veille du vote ; des bureaux de vote où une vingtaine de sympathisants MPCL et des membres de la famille ont voté ensemble, notre coalition a obtenu zéro vote dans le PV. Mais à dire vrai, le comportement dans l'ensemble de notre peuple était tellement remarquable qu'on s'est interdit d'entrer dans des polémiques sur de petits larcins électoraux qui ne sont pas trop significatifs pour changer le fait essentiel qui est que nos résultats étaient décevants et méritent simplement un bilan autocritique courageux!

Pensez-vous avoir un avenir en politique ? Le cas échéant, comment allez-vous désormais vous organiser, surtout avec les Législatives qui arrivent ?

Le MPCL et son leader ont fait le choix d'un avenir politique radieux car comme dit un éminent professeur membre de notre comité d'experts sur le programme du MPCL: “La prospective moderne nous enseigne que les humains font constamment face à plusieurs futurs possibles : les futurs radieux, les futurs quelconques et les futurs catastrophes. Heureusement qu'il est possible de choisir le futur que l'on désire et d'éviter le futur que l'on ne souhaite”. Le MPCL et son leader ont choisi le futur que nous désirons: celui de faire du Sénégal un pays qui règle vite les fondamentaux du développement (nourrir, éduquer, soigner) pour passer vite à la modernisation et à l'émergence (libérer les énergies), le tout dans la perspective d'une Afrique fédérée et candidate à la Renaissance mondiale à côté de l'Inde, de la Chine, des Etats-Unis, du Brésil, et de l'Europe. Oui nous souhaitons fortement aller aux législatives dans une coalition porteuse de valeurs et d'idéaux novateurs ayant comme moteur l'esprit grass-roots pour une véritable alternative politique citoyenne.

Sur quoi vous êtes-vous entendus avec le candidat Macky Sall pour lui apporter votre soutien ?

Nous avons dit à Macky lors de son aimable visite de courtoisie à notre coalition après le 26 février que notre soutien était "sans préalable et sans conditions", dès lors qu'il s'est ouvertement prononcé et de façon satisfaisante sur les indispensables réformes institutionnelles et constitutionnelles (dont le retour au mandat de cinq ans renouvelable une seule fois et l'équilibre des institutions sont des éléments-clé); et dès lors qu'il a décrété la Casamance comme étant la priorité N°1 de tout gouvernement crédible et sérieux, et avancé des propositions pour l'emploi des jeunes et un traitement digne et juste des banlieues et du monde rural.

N'y a-t-il pas de craintes d'en faire un Président pris en otage par les nombreux partis et forces politiques qui l'ont soutenu ?

Notre coalition, en ce qui la concerne, ne fera pas partie des preneurs d'otage. Macky Sall a été choisi par les Sénégalais après les primaires du 1er tour, en plus, il a eu l'élégance d'en appeler aux contributions des Assises nationales ; il serait décent et irrespectueux de la volonté populaire de ne pas lui attacher une corde au cou et de le laisser lui-même imprimer son leadership sur la nation. Et soit de l'accompagner dans sa mission s'il vous y invite ou de lui souhaiter sincèrement bonne chance et réussite dans l'intérêt bien compris de notre pays! Après le temps de la rivalité saine, est venu le temps de retrousser les manches et d'attaquer les chantiers de la construction nationale. Nous sommes confiants que Macky ne dira jamais comme l'autre "mes chantiers" mais bien les chantiers de la nation et de la République!

A contrario, y a-t-il assez de garanties pour éviter que le syndrome Wade en 2000, ne se reproduise en 2012 ?

La seule garantie, à mon avis, est que les citoyens votent pour Macky et non contre Wade. En 2000, l'alternance a pu souffrir de ce déficit de confiance au départ ou de cette tare congénitale qui est que certains aiment voter contre pour marquer leur désapprobation et non par crainte d'engager leur responsabilité. Ne votons pas pour Macky parce qu'on est contre Wade, votons pour Macky parce que c'est un candidat du M23, héritier de toutes nos batailles et porteur de tous nos espoirs dans le combat en cours qui a vu des martyrs donner leur vie pour que le Sénégal reste une république et ne soit pas un émirat wadien.

On vous accuse d'être le relais des puissances occidentales qui passeraient par vous très souvent pour déstabiliser le pays. Me Wade en personne a porté ces accusations, suivi en cela par ses partenaires ; que répondez-vous par rapport à ces accusations...

L'adversité au Sénégal mène parfois à des absurdités et des enfantillages. Je n'ai plus à faire mes preuves en termes de patriotisme au Sénégal et d'engagement pour l'Afrique. Je suis, depuis au moins 1976, dans la posture de répondre à l'injonction de Fanon: "Chaque génération doit, dans une relative opacité, découvrir sa mission, la remplir ou la trahir!". Moi j'ai choisi de remplir ma mission, et ce, depuis que j'ai découvert Cheikh Anta et Kwamé Nkrumah et par la suite Mao et Marcus Garvey. Je confirme que je les ai fortement interpellés sur la situation de mon pays et la nécessité de nous appliquer une démarche préventive. Je suis heureux que mon action et celle d'autres camarades du M23 nous aient attiré l'attention bienveillante de la communauté internationale. Je laisse à Wade qui est allé à Benghazi offrir un

triste spectacle d'allégeance aux Occidentaux continuer à se plaindre de mon travail sur l'international pour défendre mon pays, sa stabilité et son intégrité. Travail qu'il assimile à un déniement de sa personne donc du Sénégal, puisqu'il est le Sénégal. On verra s'il a acquis le titre foncier du Sénégal le 25 mars prochain.

Quant à moi, je reconnais et salue son mérite et son service pour le Sénégal et pour l'Afrique malgré certaines erreurs, et lui réitère mes souhaits de bon repos et de retraite paisible et bien méritée !

Les événements qui se passent au Mali, pays voisin du Sénégal, confirment qu'il s'agit d'un coup d'Etat. Que vous inspire cette situation, en tant qu'ancien ministre des Affaires étrangères et leader de parti ?

Je suis avec une immense tristesse l'évolution de la situation au Mali. Le Mali pour moi n'est pas une seconde patrie, c'est l'autre patrie! ATT a fait partie de la belle histoire de l'Afrique et je prie que son intégrité physique et celle de sa famille soient préservées. Je m'aligne de toute évidence derrière les positions de la Cedeao et de l'Union africaine

contre les changements anticonstitutionnels et prie les soldats mutins d'ouvrir immédiatement un dialogue avec leur grand frère ATT et de trouver ensemble des solutions aux graves problèmes du Mali, pays que tous les Africains aiment tant et plus ! Si malheureusement ce que nous craignons tous (un coup d'Etat) se confirme, le Sénégal voisin et toutes les démocraties africaines devraient en tirer tous les enseignements quant à la fragilité de nos processus de maturation démocratique. Rien n'est définitivement acquis, tout est à consolider et chaque jour. ■

SPECIALE PROMO
Journée Mondiale
de l'Eau

Une solution limpide **BA EAU BAB**

25 ans d'expérience

www.baebab.com
Tél. 33 869 20 20



BENNO BOKK YAAKAAR

Le programme social du candidat Macky Sall tient en deux points (jeunesse et femmes) sur les trois principales priorités de son programme de gouvernement ; la troisième étant le monde rural. La charnière étant une Caisse autonome de protection sociale universelle* (CAPSU) d'un budget annuel de 120 milliards F Cfa pour "une meilleure répartition des richesses nationales".

Macky Sall entend "mettre fin aux injustices sociales"

■ PAR L. BADJI & GASTON COLY

Macky Sall entend "mettre fin aux injustices sociales". Sur la foi de son slogan "Yoonu Yokute", le candidat de la coalition Benno Bokk Yaakaar, qui fait sien le projet des Assises nationales, a un projet social qui figure sur deux (jeunesse et femmes) des trois principales priorités de son programme de gouvernement ; la troisième étant le monde rural. Ces catégories "subissent les plus grandes injustices sociales", a-t-il soutenu lors de son investiture le 10 décembre 2011, à Dakar. Ainsi, il s'agit pour M. Sall "entre autres, d'apporter une protection, des perspectives et des opportunités d'emploi".

Selon le document programmatique parcouru par EnQuête, les actions pour les jeunes consisteront à la mise en place d'un "programme massif de 500 000 emplois pour les 7 prochaines années".

Une échéance à revoir, attendu que le leader de l'Alliance pour la République (APR) a souscrit aux Assises nationales qui indiquent de réviser la durée du mandat à 5 ans. Macky Sall voudrait en outre promouvoir une formation technique et professionnelle "de qualité en adéquation avec le monde de l'emploi. Dans ce cadre, il promet une réforme du lycée, la création d'universités de métiers, la formation duale théorique et pratique pour 300 000 jeunes apprentis (mécaniciens, menuisiers, cordonniers et artisans de divers métiers),

S'agissant des femmes, l'ancien Premier ministre propose de mettre en place un volet "Bourse de sécurité familiale de 100 000 F Cfa par an qui apportera un complément financier aux mères des familles les plus défavorisées (250 000 familles au moins sont concernées). De même, il voudrait créer un fonds de garantie de 40 milliards pour faciliter l'accès des femmes au crédit. De plus,

Macky Sall promet un suivi gratuit des femmes enceintes, une généralisation de la prise en charge de l'accouchement, un "forfait césarienne" dans le cadre de la mise en place d'une Couverture maladie universelle permettant à chaque famille d'accéder aux soins. "En plus des filets de sécurité apportés aux jeunes, aux femmes et au monde rural, il s'agira aussi d'appuyer les groupes vulnérables et notamment les personnes handicapées, celles vivant avec certaines maladies chroniques, celles victimes de discriminations et les personnes âgées", lit-on.

120 milliards par an

En plus de la Bonification retraite et la Revalorisation des bourses d'étudiants, cette politique pour une "meilleure justice sociale" est estimée à 120 milliards de F Cfa par an. Elles seront "totalement financées par la réduction du train de vie de l'Etat (120 milliards), sachant que des prélèvements concertés pour service universel dans les activités à forte rentabilité (télécoms, industries extractives, pharmaceutiques et de tabac, transactions financières) garantiront à long terme son financement".

D'après le candidat opposant, "les projets de prestige céderont la place à ceux qui ont une véritable utilité dans l'objectif poursuivi et notamment dans les secteurs comme la santé, l'éducation, la formation professionnelle, la recherche et l'innovation, l'aménagement du territoire, en particulier la transformation des villes en levier de développement". Son programme intéresse notamment la restructuration des banlieues et une politique nationale d'habitat social pour lesquels il envisage d'investir 300 milliards F Cfa. ■

Mesures clés

- Dispositif de création de 500.000 emplois sur la durée du mandat par la mise en place d'un programme d'appui au montage de projets et d'accompagnement des Jeunes entrepreneurs à travers le Fonds de garantie et d'investissements prioritaires (FONGIP) : en moyenne 30 000 projets seront financés chaque année ;
- État généraux de l'Éducation ;
- Revalorisation de la Bourse annuelle des étudiants ;
- Création d'une Caisse autonome de protection sociale universelle* (CAPSU) d'un budget annuel de 120 milliards F Cfa pour une meilleure répartition des richesses nationales ;
- Instauration d'une Bourse de Sécurité Familiale, pour les mères des familles défavorisées, une bourse conditionnée à des critères de revenus (250 000 familles environ sont concernées), d'inscription et d'assiduité des enfants à l'école. Cela coûterait 25 milliards par an à l'État pour un montant forfaitaire de 100 000 F Cfa par famille par an et sera pris en charge par la CAPSU ;
- Plan de baisse des prix des denrées de première nécessité par un audit de la structure des prix et la mise en place d'un système de péréquation afin de régulariser et surtout de plafonner les prix ;

- Mise en place d'une Bonification des Retraites de 120 000 F Cfa par an pour les retraités ayants droit ;
- Programme d'Insertion et de prise en charge des Handicapés dans le système éducatif et dans le monde du travail, en particulier dans l'administration ;
- Recentrage des rôles de la Caisse des dépôts et consignation (CDC) et de ses objectifs en cohérence avec l'enjeu de ses mandats notamment l'habitat social ;
- Programme annuel de restructuration des quartiers inondables et précaires dans les banlieues pour 150 milliards sur 5 ans. Ce dispositif concernera 1 million d'habitants ;
- Construction de logements sociaux et aide à l'acquisition de terrains viabilisés (pour un budget de 200 milliards) accessibles également aux individus sans revenu régulier via des groupements mobilisant une garantie par caution solidaire ;
- Mise en place d'un système de Couverture Maladie Universelle de Base par la création d'une Caisse autonome de protection sociale universelle (CAPSU) et développement des Mutuelles communautaires et socioprofessionnelles pour renforcer notamment le taux de prise en charge médicale ;
- Programme de formation dual (atelier, études) permettant à 300 000 apprentis déjà présents dans le secteur informel de valider leurs compétences pratiques acquises et d'obtenir une qualification. ■

FAL 2012

Wade, une politique sociale à l'épreuve de la crise

Au moment d'emprunter la dernière ligne droite devant mener au scrutin décisif du second tour de cette présidentielle historique, un coup d'œil sur le programme social du président sortant permet de constater qu'il épouse, à l'instar de son projet économique, les contours du Document de politique économique et sociale (DPES) (2011-2015).

Le DPES, à l'instar des deux DSRP, participe à "une stratégie de réduction de la pauvreté fondée sur une croissance redistributrice et la satisfaction des besoins de base des populations pauvres". Le DEPS a pour objectif global de travailler à une distribution solidaire des retombées positives d'une "économie sénégalaise émergente". Sur le plan social, les objectifs assignés sont d'atteindre "des niveaux et une qualité de vie élevés", d'avoir "une population instruite et bien formée" et de contribuer à "la paix, la stabilité et la démocratie". Le document s'appuie sur trois axes dont le triptyque "Accélération de l'accès aux services sociaux de base, protection sociale et développement durable". Sans oublier la bonne gouvernance et la protection des droits humains, car "la satisfaction des besoins sociaux de base, explique le DPES, constitue un facteur essentiel à la promotion du développement humain durable". En effet, poursuit-il, "l'accès à des infrastructures

de base, de santé, d'éducation et de formation et d'adduction à l'eau potable a un effet direct sur la qualité de vie".

Le défi de la demande sociale

Toutefois, force est de reconnaître qu'après 12 années de mise en pratique d'une politique sociale articulée autour d'une croisade contre la pauvreté et la satisfaction des besoins de base des populations pauvres, le bilan est loin d'être reluisant. Une crise multisectorielle frappe de plein fouet l'économie sénégalaise gangrenée par des grèves cycliques qui ont atteint leur paroxysme en cette année électorale dans les secteurs stratégiques de l'éducation et de la santé. Au point d'ailleurs de remettre en cause les maigres acquis dans les secteurs sociaux. À cela s'ajoute un taux de chômage qui titille les sommets, une vie chère et une persistante demande sociale.

Donc, à travers le DPES et "de manière spécifique, le Sénégal vise à atteindre l'éducation de qualité pour

tous, la prise en charge de la santé de la mère et de l'enfant, l'accès à un système et un cadre de vie amélioré et la réduction de la dégradation de l'environ-

nement". Sans oublier la redistribution des richesses nationales, à travers la mise en place d'un "cadre global de protection sociale et de mécanismes de pré-

vention et de gestion des risques de catastrophes". Focus sur quelques secteurs sociaux clé. ■

M.L. BADJI & G. COLY

ÉDUCATION

Pacification de l'espace scolaire et universitaire

Le candidat Wade a toujours fait de l'éducation une priorité, lui allouant, dit-il, 40% du budget de fonctionnement de l'État depuis des années. Toutefois, selon le DEPS, malgré des avancées significatives dans le développement de l'éducation et de la formation, "des insuffisances persistent". Notamment dans l'amélioration du taux d'achèvement du cycle primaire, le relèvement de la qualité et la performance du système éducatif et l'accélération du rythme de construction et de livraison des salles de classe. Alors que la pacification de l'espace scolaire et universitaire reste plus que jamais d'actualité et demeure une priorité. À travers, le Programme décennal de l'éducation et de formation (PDEF), le gouvernement veut s'employer à créer les conditions d'un achèvement du cycle primaire ; créer les conditions d'une éducation de qualité à tous les niveaux en améliorant l'environnement pédagogique des apprentissages dans le primaire, le moyen, le secondaire et le supérieur, la formation initiale et continue des enseignants ; promouvoir la formation professionnelle orientée vers le marché de l'emploi.

SANTÉ ET NUTRITION

Atteindre les OMD en matière de santé

Dans le domaine sanitaire, le DPES propose "une approche globale et soutenue tendant à assurer l'accessibilité à des services de qualité". À cet effet, renseigne le document, "le Sénégal a réalisé des progrès importants dans la réduction de la mortalité maternelle et infanto-juvénile. Mais il reste encore des efforts à faire pour atteindre les OMD en matière de santé". Afin de remédier à cela,

le gouvernement veut renforcer les actions pour l'élimination du VIH/SIDA, du paludisme et des autres pandémies. Il propose également de porter les dépenses publiques dans le sous-secteur de la santé à au moins 2% du PIB à l'horizon 2015.

EMPLOI

Une Nouvelle politique pour 607 000 nouveaux emplois

L'un des chantiers prioritaires du président sortant Wade est la promotion de l'emploi. Dans la mesure où ce domaine reste l'un de ses plus cuisants échecs. Pour changer la donne, le pape du Sopi compte sur une Nouvelle politique nationale de l'emploi (NPNE) et espère 607 000 nouveaux emplois sur la période 2010-2015. Les emplois visés concernent l'ensemble des secteurs et la fonction publique avec la mise en place progressive de la fonction publique locale. La NPNE compte s'appuyer sur un système de suivi et de gestion du marché du travail par la création de l'observatoire et des programmes de l'emploi.

POPULATIONS VULNÉRABLES

Un minimum de sécurité de revenu

"Un ensemble de mesures tendant à protéger les populations contre la survenance de risques sociaux". C'est ce que propose le DPES en matière de protection sociale. Il s'agit de permettre aux "populations pauvres de disposer d'un minimum de sécurité de revenu, de moyens de subsistance et de soins de santé". Le document prend en compte les groupes vulnérables dont les handicapés et les personnes âgées, à qui le candidat Wade promet une allocation mensuelle de 12 000 francs, pour ceux qui ne bénéficient pas d'une retraite. ■

MOTS FLÉCHÉS • N°229 (FORCE 2)

INSCRIT EN COMPTE	CHIENNE SANS RACE	GLOUSSE	AERÉ	DUPE	PECULINS
SITUE	MANTEAU DE ZEPHYR	BALLE A REJOUER	AVANT DO	DUPE	
				DUPE	
				DELASSER	
COMPTE			INCONVENANT		
ILS ATTIRENT			PONT HUMIDE		
				CELEBRE SUISSE	
				FOURRIURE	
TROIS FOIS			ESQUIVEE		
FUNCTIONNE			MIT SA TENDITE DE COTE		
		OBEISSANT			PIGEON
		MENEFE D'UN JURY			
GRANDES OUVERTES			HUME		
DEUX FOIS CING			PERCEVOIR		
		ADULTE EN DEVENIR		CADEAU	
		LITRE SACRE MUSULMAN		CAVITE	
GRAND ETANG			IL NEST PAS BIENvenu		
USONS EN TROTANT			NON ESPAGNOL		
				METRO PARISIEN	
				ELLE OUVRE LA PORTE	100 KM
VENT CHAUD					
DERANGEA				POSSESSIF POUR TOI	
				APRES AUJOURD HUI	
			ENTER		
			VILLES		
SE TROUVE	ELLE FIXE LE NAVIRE			TEMPS EN HISTOIRE	
	HALTE			INTERJECTION	
		DIGNE DE MEPRIS			ARTICLE DEFINI
		PETITE PATHOMME DE CALENDRIER			
ESSAI			GRAND VESTIBULE		
HEPS DE L'APRES-MIDI			APPRI		
				CUBA DU PORTO RICO	
PAS LOIN			BOITES ELECTORALES		

Humour

Après plusieurs années dans une grande école parisienne, Bathie décide de regagner le Sénégal. Il décide d'y ouvrir un cabinet de conseils financiers.

Mais, c'est dur, dur, surtout au départ. Le premier jour, personne. Et le second, non plus. Alors qu'il commence déjà à s'inquiéter, le troisième jour, Bathie repère un homme qui se dirige d'un pied décidé vers son étude.

Le conseiller financier, désireux d'impressionner ce premier client, saisit son téléphone pour feindre une conversation.

Alors que l'homme rentre dans son bureau, il prétend ne rien remarquer et déclare dans le téléphone : "Oui, je vous ai fait gagner deux millions de francs l'année passée, je peux vous dire que cette année, ce sera au moins le double !"

Bathie raccroche et s'adresse à son visiteur :

- Comme vous le voyez, je suis très occupé en ce moment... Je fais beaucoup d'affaires, d'excellentes affaires... Que puis-je faire pour vous, Monsieur ?

Et le type répond :

- Ben, je suis de la SONATEL, je viens pour installer votre ligne téléphonique.

Numéros Utiles

- SECURITE**
Police secours : 17
Sapeurs Pompiers : 18
- TELEPHONE**
Renseignements Annuaire : 1212
Service Dérangements : 1213
Service Clients : 1441
- EAU - SDE**
Service dépannage & Renseignements 800.00.11.11 (appel gratuit)
- ONAS**
Egoûts, collecteurs NUMERO ORANGE (appel gratuit) 81 800.10.12
- SENELEC**
Service Dépannage : 33 867.66.66
- TRANSPORTS**
Société nationale de Chemins de Fer du Sénégal (SNCS): 33 823.31.40
Aéroport Léopold S. Senghor de Yoff : 33 869.22.01 / 02
Port Autonome de Dakar (24H/24) : 33 849.45.45
Heure non ouvrable Capitainerie : 33 849.79.09
Pilotage : 33 849.79.07
- URGENCES :**
S.U.M.A : 33 824 24 18
SUMA-MEDECIN : 33 864 05 61
33 824 60 30
S.O.S MEDECINS : 33 889 15 15
- HOPITAUX**
Principal : 33 839.50.50
Le Dantec : 33 889.38.00
Abass Ndao : 33 849.78.00
Fann : 33 869.18.18
HOGGY (ex-CTO) : 33 827.74.68
33 825.08.19

MOTS MELÉS • N°181

Porteur chinois ou hindou



AFFOLANT	EPICE	NORDIQUE
AUTRE	ETREINTE	REGALEE
CELLULE	EVANGILE	RELUI
CENSURER	FACHERIE	REMARIER
CONIFERE	HARPISTE	TEINT
CRITIQUE	INFIRMER	TERRAIN
DESOLANT	MESQUIN	TOUSSOTE
ENRICHI	NARRANT	

E U Q I D R O N E E L A G E R

E E M T N A R R A N A U T R E

F T E V A N G I L E C D N E I

A N S T O U S S O T E O I M R

C I Q I E O C E N S U R E R A

H E U P A F F O L A N T I M

E R I L I R E L U L L E C F E

R T N E C L A T E R R A I N R

I E I R E N I H C I R N E I E

E U Q I T I R C O N I F E R E

Citations

"Il est moins dangereux pour un berger de garder des moutons maigres que pour un roi d'avoir des sujets faméliques."

PROVERBE MALGACHE

"Il y a une différence entre un bâtard et un enfant d'un second lit. Ne confondons pas un erratum et une variante."

VICTOR HUGO

Prîeres

HEURES DE MESSE	HEURES DE PRIERES MUSULMANES
• Cathédrale : 7H	• Fadiar : 06:14
• Martyrs de l'Ouganda : 6H30-18H30	• Tisbar : 14:15
• Saint Joseph : 6h30 - 18h30	• Takussan : 17:00
	• Timis : 19:28
	• Guéwé : 20:28

SUDOKU N°178

1				2	3		7	
	2	9		7	8		6	1
6		8						3
8		3		9				7
2	9	4			7		8	
	5		4	8		3		2
9	1		7		4	6		
4	3		8			9		5
				3			1	

PREMIÈRE SORTIE

Des militaires se sont emparés du pouvoir.

On dénombre au moins un mort dans l'immédiat.

La junte s'explique

Bamako sous couvre-feu. Des militaires maliens ont annoncé jeudi avoir mis “fin au régime incompetent” en place au Mali, l'un des rares Etats démocratiques de l'Afrique de l'Ouest, et ont dit avoir dissous “toutes les institutions”. Ils ont aussi suspendu “la constitution”, une annonce faite lors d'une allocution à la radio-télévision nationale qu'ils occupaient depuis mercredi.

Au moins un militaire a été tué et environ 40 personnes, dont des civils, ont été blessées, généralement par balles, lors des tirs de soldats mutinés. “Sur la quarantaine de blessés, il y a trois à quatre civils. Le reste, ce sont des militaires, et ce sont des gens généralement touchés par des balles perdues”, a confirmé la Croix-Rouge malienne.

Un coup d'Etat qui vise directement le président Touré

Le porte-parole de ces soldats, le lieutenant Amadou Konaré, a affirmé

qu'ils avaient agi pour faire face “à l'incapacité” du régime “à gérer la crise au nord de notre pays”, en proie à une rébellion touareg et aux activités de groupes islamistes armés depuis la mi-janvier. Les mutins ont également dissous les institutions et annoncé la fermeture des frontières du pays. L'aéroport de Bamako est ainsi fermé.

Jeudi matin, la France a réagi par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé. “Nous avons condamné ce coup d'état militaire, nous sommes pour le respect des règles démocratiques et constitutionnelles, nous demandons le rétablissement de l'ordre constitutionnel, des élections qui étaient programmées pour le mois d'avril, il faut qu'elles aient lieu le plus vite possible pour que les Maliens puissent s'exprimer”, a-t-il expliqué sur Europe1.

Les putschistes veulent des moyens

Le lieutenant Konaré a également

justifié le coup d'Etat par le “manque de matériel adéquat pour la défense du territoire national” mis à la disposition de l'armée pour lutter contre la rébellion et les groupes armés dans le Nord, et “l'incapacité du pouvoir à lutter contre le terrorisme”.

Le Mali est confronté depuis mi-janvier à des attaques du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) et d'autres rebelles touareg, dont des hommes lourdement armés qui avaient combattu pour le régime de Mouammar Kadhafi, qui ont pris plusieurs villes du nord du pays.

Le président arrêté ?

La junte a “pris l'engagement solennel de restaurer le pouvoir” aux civils et de mettre en place un gouvernement d'union nationale. “Nous contrôlons le palais présidentiel”, avait auparavant annoncé un soldat mutin sous couvert de l'anonymat, un autre affirmant que plusieurs personnalités du régime du président Touré, dont le ministre des Affaires étrangères et celui de l'Administration du territoire. Une source indépendante a affirmé que le président Touré “et ses hommes ne sont plus au palais”, sans préciser où ils se trouvaient. ■

(LE PARISIEN.COM)

COMMUNICATIONS

Aéroport et frontières fermés

Toutes les frontières et l'aéroport sont isolés et fermés après le renversement du président Amadou Toumani Touré. Selon son entourage, le chef d'Etat était dans un camp militaire à Bamako, en bonne santé avec des hommes d'élite de la garde présidentielle.

“Le président est bien à Bamako, il n'est pas dans une ambassade. Il est dans un camp militaire d'où il dirige le commandement”, a affirmé une source militaire loyaliste. C'est aussi ce qu'a confirmé un membre de l'entourage de Amadou Toumani Touré, en précisant qu'il était avec des Bérêts rouges de sa garde présidentielle.

Jeudi vers 4 h, des militaires en uniforme sont apparus à la télévision nationale qu'ils occupaient depuis mercredi, après une mutinerie partie de Kita, ville-garnison à 15 km de la capitale, qui a gagné Bamako, puis Koulouba (près de Bamako) où se trouve le siège du palais présidentiel. La révolte a gagné Gao, (nord-est), siège d'un commandement de l'armée contre la rébellion où des chefs militaires loyalistes étaient détenus.

Au moins un militaire a été tué lors des tirs de soldats mutinés, selon une source militaire. La Croix-Rouge malienne a de son côté recensé “une quarantaine de blessés” entre mercredi et jeudi, la plupart “touchés par des balles perdues”.

Couvre-feu

Les soldats mutinés ont annoncé avoir mis “fin au régime incompetent” du président Touré, décrété la dissolution de “toutes les institutions” ainsi qu'un couvre-feu, pour une durée non précisée.

Les frontières du Mali ont été fermées “jusqu'à nouvel ordre”, et les fonctionnaires ont été invités à reprendre le travail le mardi 27 mars à partir de 7h30, sous peine d'être considérés comme en “abandon de poste”, ont-ils affirmé jeudi dans la journée. L'aéroport de Bamako a été fermé, et les vols sont annulés jusqu'à nouvel ordre.

Ce putsch intervient après plus de deux mois de guerre contre des rebelles touareg dans le nord du Mali, vaste zone déjà en proie aux activités de groupes islamistes armés incluant Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et de divers trafiquants.

Les rebelles touaregs du MNLA, qui revendiquent trois régions septentrionales pour créer une enclave dans le nord du pays, ont engrangé des succès sur le terrain ces dernières semaines, en partie grâce au renfort de combattants de retour de la guerre civile en Libye. Ces combats ont fait des dizaines de morts et 200 000 déplacés.

Gouvernement d'union nationale

Le régime de Touré a dû gérer ces dernières semaines la colère au front, de soldats sous-équipés face à des adversaires lourdement armés, appuyés par des islamistes, mais aussi au sein de leurs familles, qui

critiquaient sa réaction molle et l'absence de nouvelles des leurs, dont certains ont été exécutés.

Le lieutenant Amadou Konaré, porte-parole des mutins qui ont formé un Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'Etat (CNRDRE), a dénoncé “l'incapacité” du gouvernement “à gérer la crise” dans le Nord. Les putschistes, des officiers dont les grades ne dépassent pas celui de capitaine, s'engagent à “restaurer le pouvoir” civil et à mettre en place un gouvernement d'union nationale.

Fin de règne de Touré

Le coup d'Etat militaire a mis fin à un processus électoral qui prévoyait la présidentielle, un référendum constitutionnel et des législatives. Amadou Toumani Touré - élu en 2000 et réélu en 2007 - devait céder son fauteuil, conformément à la Constitution.

L'unique formation de l'opposition représentée à l'Assemblée nationale malienne, le parti Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance (SADI), a été le seul à se prononcer sur le putsch, qu'il a salué. Son président, Oumar Mariko, s'est déclaré prêt à rejoindre un gouvernement d'union nationale proposé par les putschistes.

Mais l'annonce du renversement du pouvoir a suscité une vague de condamnations et d'appels au rétablissement de l'ordre constitutionnel à l'étranger. ■

(AFP/NEWSNET)

À DAKAR À LA GARE FERROVIAIRE

Des Maliens entre exaspération et excès de joie

Le coup d'État survenu au Mali avant-hier, passe pour un coup d'éclat aux yeux de quelques Maliens rencontrés hier au niveau de la gare ferroviaire de Dakar. Mais chez les femmes, l'inquiétude est de mise.



■ MATEL BOCOUM

Le renversement du pouvoir du président malien Amadou Toumani Touré (ATT) par des militaires dans la nuit du 21 mars est diversement apprécié par la communauté malienne présente à Dakar. Chez les femmes commerçantes rencontrées aux abords de la gare ferroviaire de Dakar, elles condamnent, à l'unanimité, le coup d'État perpétré contre un homme “qui a beaucoup œuvré pour le pays pour y avoir construit des routes et érigé des infrastructures modernes”, selon Ata Ndiaye, une vendeuse de tissus “cuub”. À l'instar de ses collègues, elle s'inquiète pour les parents restés au pays. Quand ces Maliennes parlent de couvre-feu, des images sombres semblent s'imprimer dans leurs esprits. Du coup, elles pensent, comme elles le laissent entendre, “au fusil, à la guerre, à la mort.”

Avec une certaine exaspération, Nanan Kouyaté s'interroge sur l'opportunité d'un coup d'Etat à un mois de la présidentielle. “C'est insensé. Ils auraient dû le laisser finir son mandat. Comme toujours, déplore-t-elle, en de pareilles situations, ce sont nous, les pauvres, qui allons payer le plus lourd tribut. Des familles risquent de ne pas avoir de quoi manger.”

Des camionneurs et commerçants jubilent

Pour autant, chez les hommes rencontrés hier, l'heure n'est guère aux remords. Sous des airs d'insensibilité, un groupe de dix Maliens jouent à la belote, à côté d'une théière. “Nous sommes des Sarakholés. Nous ne sommes intéressés que par l'argent et la

paix”, nous balance d'emblée Oumar Sylla, conforté dans cette position par les autres membres du groupe, installés devant la gare routière de Dakar. Quand ils daignent marquer une petite pause pour s'exprimer sur le sujet, c'est pour dire, avec un air d'empressement, qu'ATT mérite bien sa chute. “C'est un précédent dangereux, il fallait destituer ce régime qui a affaibli l'Armée lors de la rébellion qui a miné le nord du pays. Vous imaginez-vous, quand des civils vont jusqu'à nourrir les militaires... Il devait débarrasser le plancher”, lance Oumar Sylla qui s'en arrête là ; le groupe acquiesce par un hochement de tête.

A quelques mètres, d'autres Maliens, des camionneurs, ne craignent pas, pour l'instant, l'instauration d'un climat d'insécurité dans leur pays. C'est avec sérénité qu'ils saluent le coup d'État orchestré par les militaires. Non loin de là, juste en face de la gare maritime du port autonome de Dakar, des camionneurs exultent. Pour eux, leur président déchu ne méritait pas de rester au pouvoir un mois de plus. “On est contents”, “on en a marre de ATT”, “il n'a rien foutu”, lancent-ils en esquissant des pas de danse. C'est à peine s'ils ne qualifient pas leur président de fossoyeur de la République malienne, l'injure à la bouche.

Leur antipathie semble être attisée par la rébellion au nord du pays qui a fait tomber de nombreux soldats au front. “C'est indigne d'un chef d'État, un Général de surcroît. Jamais le Mali n'a connu un tel déshonneur. Il était temps qu'il parte, on est trop contents”, souligne M Touré, camionneur et opérateur économique. ■

LUTTE - MALAL NDIAYE ET ISABELLE SAMBOU QUALIFIÉS AUX JO EN LUTTE OLYMPIQUE

Qualifiés pour la première fois aux Jeux olympiques, les lutteurs Malal Ndiaye (100 kg) et Isabelle Sambou (48 kg) ont réalisé à la fois un exploit et un rêve. Pour *EnQuête*, les deux athlètes sont revenus sur leurs parcours en lutte et sur ce que symbolise cette qualification aux JO de Londres pour eux. Une chose est sûre, à quatre mois des Jeux, les deux lutteurs visent haut : “Je vais chercher l'or”, a même martelé Isabelle Sambou.

“Le rêve d'une médaille...”



ISABELLE SAMBOU

■ PAR MAMADOU LAMINE SANÉ

Les trajectoires

Malal Ndiaye. “J’ai 35 ans. Je suis né dans une famille de lutteurs, et naturellement j’ai perpétué cette tradition familiale en entrant dans la lutte dès le bas-âge. J’ai commencé d’abord dans la lutte traditionnelle simple avec les mbàppât avant de rejoindre la lutte avec frappe où j’ai battu de bons combattants comme Double Less 2, Modou Awa, et Dounkhaf. Au Sénégal, il faut commencer par la lutte simple, ensuite, si on veut, on passe à la lutte avec frappe avant d’attaquer les autres formes de lutte comme celle olympique. Dieu a fait que je suis polyvalent, je pratique toutes ces trois formes de lutte. J’ai atterri en lutte olympique grâce à certaines personnes comme Abdou Badji, Directeur technique national de la lutte, Ambroise Sarr, le coach de l’équipe nationale de lutte et Katy Diop le coach de Yékini, qui me disaient que j’avais la taille, la force et la technique pour percer dans la lutte olympique. Et tous ces encouragements m’ont convaincu de faire cette discipline.”

Isabelle Sambou. “J’ai 32 ans et j’ai commencé par la lutte traditionnelle. Chez nous dans mon village à Ziguinchor, les femmes luttent et cela est une tradition. Au départ, je le faisais par simple plaisir avec les filles de mon village et celles des villages environnants. Vu que j’étais douée, ce sont mes deux grands frères qui m’ont poussée à faire la lutte libre dite “olympique”. Ils m’ont mise en contact avec le coach Lansana Coly, qui fut mon coach national, et qui m’a initiée à cette discipline. Et c’est à partir de 1999 que j’ai commencé à faire la lutte libre. Depuis lors, j’ai participé à de nombreuses compétitions continentales et internationales, mais je ne m’étais jamais qualifiée aux JO. Concernant mon palmarès, j’ai été une fois championne du monde de beach wrestling (lutte de plage), 6 fois Championne d’Afrique de lutte olympique chez les moins de 51 kg en 2004, 2005, 2007, 2009, 2010 et 2011.”

La qualification aux Jeux olympiques

M N. “C’est un rêve accompli. C’est une grande joie pour moi car tout lutteur rêve d’être un jour, champion d’Afrique, roi des arènes ou se qualifier aux Jeux olympiques. Le fait de se qualifier est une fierté. J’ai fait un exploit car aucun lutteur sénégalais ne s’était qualifié aux

Jeux olympiques en passant pas les qualifications. Ils avaient des invitations ou autre chose. Aujourd’hui, je ne représente pas seulement le Sénégal mais l’Afrique. Les JO, c’est le haut niveau donc, quiconque y participe est une fierté pour son pays et son continent. C’était difficile les phases de qualification car au départ, les conditions pour faire une telle performance n’étaient pas toutes réunies. On n’avait pas de regroupement par exemple. Quand on part en compétition internationale, qu’importe l’équipe nationale, le Vert-Jaune-Rouge reste le même ; donc on doit bien gérer les équipes nationales sur le même pied d’égalité.”

I S. “Se qualifier aux Jeux olympiques, c’est une grande satisfaction car c’est le rendez-vous du haut niveau. Ce sont les plus grands sportifs qui se retrouvent là-bas et c’est une chance d’entrer dans l’histoire du sport mondial comme sénégalais. Je suis contente pour cette qualification car, c’est ma première fois. J’étais tellement contente que j’ai versé de chaudes larmes. C’était dur au début ; il me fallait redescendre de ma catégorie de -58 kg pour m’inscrire aux - 48 kg. Je faisais du régime et c’était difficile. Il fallait terminer première ou deuxième pour se qualifier aussi devant beaucoup de lutteuses venues de tous les continents.”

L’ambition aux Jeux olympiques

M N. “Comme je le dis souvent, dans chaque discipline où Malal Ndiaye est qualifié, il fera tout pour apporter une médaille. Je ne sais pas de quelle couleur sera la médaille mais j’apporterai une médaille. Ce n’est pas la personne de Malal Ndiaye qui va à Londres, mais la nation sénégalaise et c’est pourquoi je demande le soutien matériel, technique et financier de l’État pour avoir une grande médaille. Mais je suis sûr que j’en apporterai une.”

I S. “Mon ambition, c’est d’aller décrocher la médaille d’or pour le Sénégal si Dieu le veut. Je sais que je suis capable d’aller chercher l’or techniquement et physiquement. Je sais que la tâche ne sera pas facile mais avec les moyens adéquats, je peux avoir l’or. Je n’ai pas encore reçu de moyens ou d’aides pour le moment, mais je reste persuadée que je peux réaliser mon ambition olympique de monter sur la plus haute marche du podium à Londres en lutte simple (moins de 48 kg).” ■

MALAL NDIAYE



REVUE TOUT TERRAIN

RENNES

Mangane opéré avec succès

Jamais vraiment remis d’une entorse à la cheville gauche contractée en septembre dernier, Kader Mangane a été opéré avec succès ce jeudi à Lyon. Le défenseur sénégalais de 29 ans fera son retour à Rennes samedi prochain. Mais sa saison est d’ores et déjà terminée.

EURO 2020

Platini votera Turquie

Après avoir déjà tenté sa chance pour l’édition 2016 finalement attribuée à la France, la Turquie a annoncé vouloir poser de nouveau sa candidature pour l’organisation de l’Euro 2020. Le président de l’UEFA, Michel Platini s’est dit prêt à lui donner son vote. “La dernière fois, je n’ai pas voté, mais pour 2020 je voterai. Le dossier turc est fort, il faut que la Turquie ait l’Euro. (...) Le seul petit problème, c’est qu’Istanbul sera candidate pour les J.O. et l’Euro, c’est peut être un peu beaucoup. Mais si Istanbul n’a pas les J.O., je voterai pour la Turquie”, a annoncé Platini ce jeudi, lors du congrès de l’UEFA tenu à Istanbul.

MARSEILLE

Bracigliano plaide non coupable

La responsabilité de Gennaro Bracigliano est engagée sur le troisième but synonyme de victoire, marqué par Quevilly (3-2 ap) mardi soir face à l’OM, en quart de finale de la Coupe de France. Mais pour le gardien marseillais, l’arbitre aurait dû siffler faute et annuler le but. “Ce n’est pas une faute de main, je m’empare du ballon et c’est l’attaquant qui me percute”, a plaidé la doublure de Stève Mandanda ce jeudi dans les colonnes de La Provence. “Se faire éliminer par une équipe de National provoque un sentiment de honte après ce match, chez moi comme chez tout le monde”, a-t-il ajouté.

MARSEILLE

Deschamps : “Dans le trou”

L’OM n’en a pas encore fini avec les faux-pas et les contre-performances. Depuis quelques semaines, le club phocéen excelle même dans l’art de les accumuler. Une triste réalité que Didier Deschamps a cherché ce jeudi à regarder en face. Lors d’un point-presse et à deux jours d’un match de championnat face à Nice, l’entraîneur olympien a dressé le tableau de tout ce qui ne va pas au sein de son équipe, mais il a également assuré que personne ne baisse les bras. Il promet que chacun, et lui en premier, va y mettre du sien pour que cette piteuse situation prenne fin.

CONGO

Wallemme reste

Entraîneur de l’AJ Auxerre depuis dimanche dernier, Jean-Guy Wallemme a affirmé ce jeudi dans une interview à *RFI* qu’il continuerait tout de même d’être le sélectionneur du Congo l’été prochain. “J’aurai du temps après la fin de saison française le 20 mai pour continuer de préparer les trois matches de juin. L’objectif pour moi est d’essayer de qualifier le Congo pour la Coupe d’Afrique des Nations 2013. Ce serait une très bonne expérience dans ma carrière de coach” a-t-il notamment confié. Le Congo rencon-

trera début juin le Burkina Faso et le Niger dans le cadre des éliminatoires de la Coupe du monde 2014 et l’Ouganda pour le match retour du premier tour des qualifications de la CAN 2013.

PARIS SAINT-GERMAIN

Alex “Ça ne peut pas continuer”

Le PSG a perdu mercredi son premier match de l’année, face à l’OL (1-3). Le club de la capitale a encore affiché un visage préoccupant durant une bonne partie de ce match. Pour Alex, son défenseur, c’est dû à un manque de rigueur et il n’a pas manqué de le faire savoir. “Je ne sais pas si on fait preuve d’excès de confiance. On démarre mal les matches, mais ça ne peut plus se produire. On doit avoir la volonté de gagner et une bonne discipline tactique tout au long des matches et non seulement vers la fin”.

MILAN AC

Pato va voir un spécialiste

Blessé treize fois depuis deux ans, Pato va consulter un spécialiste aux États-Unis et essayer de trouver une solution pour réduire ses nombreux problèmes musculaires, a annoncé le club italien jeudi. “Pato suit une préparation adaptée et il pourrait retourner aux États-Unis la semaine prochaine pour consulter un spécialiste différent de celui de l’an dernier” a notamment déclaré Adriano Galliani. L’attaquant brésilien se rendra lundi à Atlanta pour consulter le docteur Frederick Carrick.

NBA

Diaw : “une décision réfléchie...”

Boris Diaw a été libéré par les Charlotte Bobcats, a indiqué mercredi le *Charlotte Observer*. Le quotidien précise que l’ailier international français a trouvé un accord avec la franchise NBA pour racheter la fin de son contrat, qui expirait en juin. Le joueur a ensuite expliqué son choix sur son site officiel. “C’est une décision réfléchie, dans l’intérêt des deux parties, y explique-t-il. En effet ma situation actuelle au sein de l’effectif, n’était plus bénéfique ni pour le club, ni pour moi-même. Je tiens tout de même à remercier l’équipe, le staff et toute l’organisation des Bobcats pour les années que j’ai passé à Charlotte.”

NATATION

Alain Bernard : “Amertume et déception”

C’est un Alain Bernard abattu, mais très digne, qui s’est présenté face à la meute des journalistes après son échec sur 100m (5^e en 48”97). L’Antibois, qui ne défendra pas son titre à Londres, se raccroche au relais. “Je ressens de l’amertume et de la déception. Les autres ont été meilleurs sur cette chose, on ne peut pas le cacher. Je ne sais pas si c’était dû au fait que j’étais un peu crispé. J’ai mon billet pour les Jeux en relais (il remplit les critères de sélection, ndlr), mais bien sûr que c’est important de l’avoir en individuel. Je me projette vers les relais, qui m’ont permis d’accéder à l’équipe de France. J’ai beaucoup de respect pour les 4x100, que j’ai pu faire et qu’il me reste à faire. Je vais vraiment essayer d’honorer ma place”, a lâché le nageur français.

MUSIQUE - SORTIE D'ALBUM

La chanteuse Suzanne Kamara vient de sortir un nouvel album de 6 titres inédits, plus rythmés et engagés avec "Boulko khadiamal". Mis dans les bacs samedi dernier, l'opus se veut un tournant dans la carrière de l'artiste. Et tout en mbalax.

"Boulko khadiamal", la nouvelle galette mbalax de Suzanne Camara



— SOPHIANE BENGELOUN

Exit les sonorités acoustique, afro-beat et roots music ! La native de Khombole, Suzanne Kamara est de retour sur la scène musicale avec un nouvel album aux sonorités mbalax. Baptisé "Boulko khadiamal", cet opus comprend 6 titres inédits qui, selon l'artiste, ont un "feeling dance" très prononcé qui contraste avec ses habitudes musicales plus "soft". Auteur, compositeur et arrangeuse, la chanteuse dit traduire dans sa musique toute sa rigueur, son engagement et sa sensibilité du monde, selon un communiqué parvenu à *EnQuête*.

Le titre éponyme, par exemple, est très rythmé et ouvre l'album sur une dénonciation des rivalités, de la jalousie, des médisances et des coups bas. Suzanne, grande fan d'Elvis

Presley, s'est par ailleurs fait plaisir avec une interprétation inédite de "In the ghetto" à la sauce mbalax et bougarabou (danse diola). Ce titre, en anglais et wolof, s'élève, par delà ses sonorités casamançaises, des fléaux comme le paludisme, la polio, le diabète et le Sida. Enfin, à contrepied de ses habitudes, la chanteuse interprète le titre "Jamm" sur des airs de salsa mitonnés de mbalax. Des tempos entraînants qui n'empêchent nullement ce titre de traduire avec solennité l'appel de l'artiste à la paix et à la cohésion sociale au Sénégal.

Ainsi calibré pour squatter les ondes et faire bouger sur les pistes de danse, l'album "Boulko khadiamal" vise clairement un large public, autant sur le plan national qu'international. L'artiste signe donc son retour avec la ferme volonté de monter plus haut dans le showbiz. ■

MÉDIATTITUDE

PAR KARO DIAGNE-NDAW

Youssou, Sidy et Wade TV

Un patron de télé qui n'apparaît presque jamais sur sa chaîne. Si si, cela existe, au Sénégal ! Et gare à ses employés qui oseraient le filmer même par inadvertance. C'est à la RDV que cela se passe et la consigne est suivie à la lettre. Point. Les autres patrons de chaîne qui confisquent leurs télévisions à des fins de propagande personnelle devraient en prendre de la graine. C'est le cas de Youssou Ndour qui a mobilisé pendant près d'une heure de temps d'antenne sur la TFM pour se livrer à un exercice que l'on pourrait qualifier de show politico-musical.

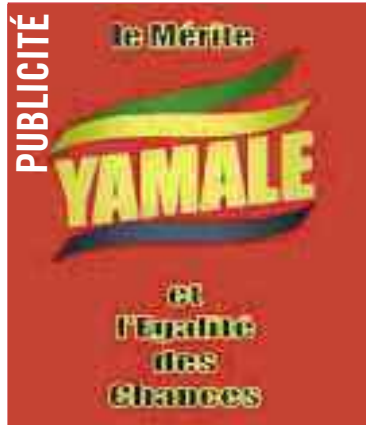
Un genre hybride mêlant variétés et politique : certaines chansons de son répertoire ont été interprétées par son neveu pour illustrer son discours d'opposant, ancien candidat recalé à la Présidentielle. Aberration : pas de journalistes (un choix de la rédaction ?) ou d'animateur pour conduire cette émission au numéro unique, mais un communicateur traditionnel pour éviter à l'émission de tomber dans un ennuyeux monologue aux allures de cours magistral de politique sénégalaise.

Du côté de Walfadjri, c'était tout le contraire. Les journalistes sont venus en grand nombre répondre à l'invitation du PDG, Sidy Lamine Niasse, dans un de ses exercices favoris : la conférence de presse, format tribunal de l'inquisition où le "Mollah de Sacré-Cœur" accuse tout le monde de tout et de rien. Il faudrait recenser le nombre qu'il en donne chaque année tellement Sidy affectionne ce genre. Que l'on soit patron de télé,

doublé de star de la musique et de chef d'entreprise, ou islamologue, journaliste et propriétaire d'un groupe de presse, dans les deux cas, cela aide de disposer d'une télévision toute acquise à sa cause pour faire sa promo personnelle. Les journalistes employés de ces groupes de presse pourraient être tenus de le faire. Après tout, il s'agit de leurs patrons ! Mais pour les autres ? Le boycott pourrait être de mise. Seulement, personne ne veut prendre le risque de passer à côté d'un déballage croustillant quand il s'agit du PDG de Walfadjri, et encore moins d'une fracassante sortie contre le régime libéral ou même contre les opposants, lorsqu'il s'agit de la nouvelle icône de la politique sénégalaise auprès des médias nationaux et internationaux.

Qu'en est-il du président-candidat Abdoulaye Wade ? Lui, fait encore plus fort, car il dispose de "Sa" presse et de "Ses" journalistes. Mieux que les deux autres patrons de groupe de presse, lui pourrait être assimilé à un magnat des médias, tous supports confondus : télévisions, quotidiens, magazines, radios et portails d'info sur le web.

Pour tous ces trois "cas", lorsque leurs supports de communication sont enclenchés tels des machines de guerre dévolues à leurs fins propres, c'est aux journalistes de savoir faire la part des choses pour services rendus à l'éthique et échapper ainsi à cette instrumentalisation à laquelle ils sont exposés. En attendant l'arrivée de SEN TV du groupe DMédias, en phase test depuis mercredi 21 mars 2012. Cette chaîne se veut tout simplement Télé Askan Wi ou la télé du Peuple. Mais, chut, attendons de voir ! ■



YAMALE LE MERITE ET L'EGALITE DES CHANCES

Objet : Réplique à Karim Wade

L'aveu, la mère des preuves

Je ne puis m'empêcher de constater avec un grand étonnement et un certain amusement que Karim Wade dans sa volonté de nous répondre, nous ait encore confortés dans nos déclarations dans sa mise au point faisant allusion à mes sorties sur le coût de l'Autoroute à péage. En m'adressant à Karim Wade, je voudrais faire relever par l'opinion les aveux circonstanciés suivants et les commentaires que cela m'inspire :

- 1 - M. Karim Wade, es qualité, vous faites mieux que me confirmer car vous faites écrire que la trentaine de kilomètres de cette autoroute va coûter 380,2 milliards au lieu des 322 que j'avais avancés. Merci d'avoir enfoncé le clou, M. le Ministre d'Etat, Ministre des Infrastructures et du reste.... Vous venez de me démentir en disant que chaque km de cette autoroute ne va pas coûter 10 milliards comme je l'avais dit mais presque 12 milliards de francs CFA !

- 2 - Dès lors, M. Wade, je vous concède que vous ayez dépensé les 126,3 milliards rien que sur les préalables "nécessaires" pour que cette autoroute puisse se réaliser. Les spécialistes apprécieront en temps opportun ! Il n'en demeure pas moins que vous reconnaissez, mine de rien, que les travaux vont coûter quand même 253,9 milliards, ce qui fait presque 8 milliards le km !

- 3 - Pour me résumer sur cette question, votre mise au point dit clairement aux sénégalais que non, un kilomètre de l'Autoroute Dakar-Diamniadio ne coûte pas 10 milliards de francs CFA le km, mais bien 11 milliards et que ce sont "seulement" 8 milliards par kilomètre qui sont dépensés sur les travaux. Dont acte !

- 4 - Pour ma part, je persiste et signe : mon entreprise JLS, sollicitée, avait bien proposé au Président de la République M. Abdoulaye Wade, votre papa à vous M. Karim Wade, de faire réaliser l'Autoroute, non pas de Dakar à Diamniadio, mais de la Patte d'Oie jusqu'à Thiès sur près de 65km, pour seulement 120 milliards de francs CFA, soit un peu moins de 2 milliards le km, c'est à dire 4 fois moins que ce que vous avouez avoir dépensé. Les sources de financements étaient trouvées et le planning prévoyait de livrer les travaux en 2007. M. Karim Wade, vous savez comment ce projet a été

stoppé. A défaut, je pourrais vous rafraîchir la mémoire.

- 5 - Pour démontrer que c'est ce que nous avons proposé qui se fait partout ailleurs, je joins dans le tableau suivant le détail des projets similaires réalisés et en cours au Maroc et en Tunisie. Sur ce tableau dûment référencé, les 1022 km dont nous avons pu avoir les longueurs et les coûts reviennent à un peu moins de 2 milliards le km au Maroc et en Tunisie, les 615 km que nous avons recensés ont coûté en moyenne 1,6 milliards le km !

- 6 - En plus, sans que je ne l'aie évoqué, M. Karim Wade, vous confirmez ce que peu de Sénégalais savaient : le tronçon Malick Sy-Pikine est financé par l'État du Sénégal, donc les contribuables. C'est sur ce même tronçon, sur 5 km environ, qu'un péage de 400 FCFA est prélevé, ce qui fait 80 FCFA le Km, par une entreprise qui n'a ni construit ni financé ledit tronçon. Là aussi, les Sénégalais doivent savoir qu'au Maroc, ils paieraient 22 FCFA le Km et 8 FCFA en Tunisie, sur des autoroutes que leur argent n'a pas financées.

- 7 - Tout ceci donne définitivement raison à tous ceux qui ont toujours soutenu que la réalisation de ce projet dont vous, Karim Wade, attribuez la paternité exclusive à votre père Abdoulaye, a coûté au moins 3 à 4 fois plus que la normale.

- 8 - Au passage, nous avons noté avec un certain étonnement que le M.E.F. est co-signataire de votre mise au point. Nous ne savions pas que le Ministre de l'Economie et des Finances maîtrisait tous les tenants et les aboutissants de ce dossier au point d'afficher cette solidarité avec le MICITIE. Nous souhaitons simplement que cette attitude solidaire continuera à être assumée quand tout cela sera tiré au clair.

- 9 - Pour en finir et pour édifier définitivement le peuple sur le fameux "Bilan Infrastructures de Karim Wade", nous vous convions encore une fois, comme vous l'aviez voulu avec M. Ousmane Tanor Dieng, à un débat radio télévisé sur la question afin qu'une bonne fois pour toute nul, n'en ignore sur ces formidables performances que seuls votre père et vous êtes capables d'initier, de réaliser mais surtout de terminer pour le Sénégal.

Fait à Thiès le 22 Mars 2012

Bara TALL

Président de Jean Lefebvre Sénégal, Président du Mouvement Yamalé

MOUVEMENT NATIONAL YAMALE - POINT E Rue 3 x B, Immeuble TRG Dakar, SENEGAL

www.yamalediaspora.com e-mail: mouvementyamale@gmail.com

Tél : 77-835-3184/ 77-616-2816